

N° 2715

60^e année

du 21 décembre 2006

au 3 janvier 2007

Prix : 3€ (20 F)



L'ACTION FRANÇAISE

2008

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre



**LE BANQUET
DU 3 DÉCEMBRE**

**LES DISCOURS
DE**

Patrick BARRIOT

Gérard BAUDIN

Jean-Philippe CHAUVIN

Paul-Marie COÛTEAUX

Michel FROMENTOUX

Élie HATEM

Houchang NAHAVANDI

Thibaut PIERRE

Pages 7 à 10

L'ESSENTIEL

Pages 2 et 4

POLITIQUE FRANÇAISE

– **Euro fort, croissance faible**

par Henri LETIGRE

– **Politique, Justice et corruption : un scandale français**

par Aristide LEUCATE

– **Il y a un demi-siècle, l'insurrection du pays réel**

par Pierre PUJO

Pages 5 et 6

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

– **In memoriam : Augusto Pinochet**

par André Pertuzio

– **Saddam Hussein a-t-il vaincu George W. Bush ?**

par Pascal NARI

Pages 11, 12 et 13

ARTS ET LETTRES

– **Contes de Noël pour petits et grands**

– **Miscellanées de fin d'année**

par Anne BERNET

– **Sous le soleil d'Amérique latine**

par Michel FROMENTOUX

– **Gustave Thibon : carnets d'un solitaire**

– **Souvenirs d'Ovalie**

par Pierre LAFARGE

Page 14

LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

– **La politique est une science**

par Gérard BAUDIN

Page 16

BIOÉTHIQUE

– **Le Téléthon et la langue de bois**

par Jean-Pierre DICKÈS

Souverainistes

**LE DÉBAT
N'EST PAS CLOS**

Européistes

L'éditorial de Pierre PUJO (p. 3)

NOUVELLE CALÉDONIE

La dernière trahison de Chirac

Jacques Chirac, avant de quitter l'Élysée a résolu de préparer le largage de la Nouvelle-Calédonie. Il met sa gloire dans l'abandon d'un territoire où la France a fortement imprimé sa marque et où, sous son autorité, vit dans l'harmonie une population d'une grande diversité ethnique, ...du moins lorsque des semeurs de troubles venus de métropole ne viennent pas mettre le feu (au propre et au figuré) à la brousse.

Dominique de Villepin, obéissant à son maître, a soumis au vote des députés le 13 décembre un projet de loi constitutionnelle fixant le corps électoral calédonien à l'année 1988. Selon lui, ne pourraient en effet voter aux élections

territoriales prochaines que les électeurs résidant dans l'île depuis dix ans à la date des "accords de Nouméa" (1998) soit depuis 1988.

« La parole de l'État » ?

Le Conseil constitutionnel avait censuré cette disposition en 1999 et préconisé la formule d'un électorat "glissant", les dix ans de présence sur le territoire s'appli-

quant à la date de chaque consultation. Villepin, lui, revient à l'accord de Nouméa. Il tient, a-t-il déclaré, à « faire respecter la parole de l'État ». La belle affaire ! Si un chef de gouvernement prend un engagement qui porte atteinte gravement à l'intégrité de la nation, ses successeurs ne sont pas forcés de le respecter. C'est le cas des engagements pris par Lionel Jospin en 1999 visant à conduire la Nouvelle-Calédonie vers l'indépendance en privilégiant l'élec-

torat "canaque". Il est à noter que M. Jospin lui-même n'avait pas respecté les engagements pris en 1988 par son prédécesseur Michel Rocard ("accords de Matignon") prévoyant un référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie en 1998. Les sondages indiquaient alors que ce référendum avait toutes les chances d'être favorable à la France : alors M. Jospin a préféré y renoncer... et prévoir de nouveaux référendums en 2014 et 2018 en espérant qu'alors les indépendantistes seraient victorieux...

Le projet de loi constitutionnel a été voté à l'Assemblée le 13 décembre avec l'accord de la gauche et de l'U.D.F. Une partie de l'U.M.P. était réticente. Un désaccord était survenu à ce sujet entre M. de Villepin et M. Sarkozy, ce dernier estimant inutile et dangereux de mettre maintenant le texte en débat. En fait, le président de l'U.M.P. craignait la sur-enchère du Front national. Marine Le Pen, de passage à Nouméa, n'avait-elle pas dénoncé « un processus manifeste d'abandon de la Nouvelle-Calédonie » ?

La dissolution de la nation

Les représentants de l'U.M.P. sur le "Caillou" sont eux-mêmes très "montés" contre le projet. Pierre Frogier dénonce un texte « qui crée deux caté- »

P.P.

Suite page 2

LA V^e RÉPUBLIQUE CHAHUTÉE

■ **Pauvre V^e République toujours aussi mal dans sa peau ! Le 15 décembre à Lyon, Michèle Alliot-Marie et Nicolas Sarkozy, candidats potentiel et déclaré à l'Élysée, et néanmoins membres du même gouvernement (!), se sont affrontés sur les institutions devant un millier d'adeptes de l'U.M.P. La première défendait un point de vue plutôt monarchique du régime, avec un chef de l'État représentant la France face à l'étranger et imprimant sa marque sur les grandes lignes de la politique intérieure.**

Sarkozy lui, invoquant le passage du septennat au quinquennat (depuis le référendum de 2000), a soutenu que le président devait s'engager personnellement dans l'action politique, sans pour autant faire disparaître le poste de Premier ministre : il se défend de vouloir instituer un président chef de la majorité parlementaire ainsi qu'une VI^e République ayant le caractère de ce que les juristes appellent un "régime présidentiel".

Malgré les efforts des deux protagonistes du débat de Lyon pour arrondir les angles, une op-

position certaine subsiste entre leurs conceptions respectives du régime. La question est de savoir si l'évolution préconisée par Nicolas Sarkozy n'a pas un caractère inéluctable. À partir du moment où le mandat du président de la République et celui des députés ont la même durée et où le rôle des seconds est de soutenir l'action du premier, il est inévitable que le président tende à devenir le chef de la majorité, et donc à gouverner lui-même. Inconvénient : il en résulte alors une plus grande précarité du pouvoir et le chef de l'État n'incarne plus la continuité du pays.

On a réduit le septennat au quinquennat pour échapper aux tares de la "cohabitation". Mais, en même temps, on a déséquilibré les institutions de la Ve République. Le régime conçu par De Gaulle en 1958-1962 était fait pour fonctionner en ayant à sa tête un homme hors du commun. Avec nos politiciens d'aujourd'hui, ça ne marche plus. De Gaulle aurait mieux fait de restaurer la monarchie (cf. l'excellente émission de Stéphane Bern sur France 3 le 16 décembre).

A.F.

M 01093 - 2715 - F: 3,00 €



La dernière trahison de Chirac

Suite de la page 1

► gories de citoyens français dans l'île, cède à la pression des indépendantistes et prend le risque de brader l'île ».

Le projet va passer devant le Sénat en janvier. Il faut craindre que M. Sarkozy n'y fasse qu'une opposition de façade et ne cherche pas vraiment à mettre la révision constitutionnelle en échec.

Thierry Mariani, député U.M.P. du Vaucluse, observe dans une tribune de *Minute* que les députés de gauche partisans du projet gouvernemental veulent donner le droit de vote aux immigrés lorsqu'ils sont en règle depuis cinq ans, tandis qu'ils demandent aux Français d'être établis en Nouvelle-Calédonie avant 1988 pour avoir le droit de décider de l'avenir du territoire !

« C'est un précédent historique dans notre histoire. On demande aux députés avant de partir, ajoute M. Mariani, de voter un texte qui a pour finalité de priver de droit de vote un certain nombre de Français. Si, demain, on accepte ce genre de bidouillage pour faire en sorte que le résultat du référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie soit absolument favorable à celle-ci, je ne vois pas ce qui empêcherait les Bretons, les Basques ou les Corses de demander un corps électoral à leur convenance sous peine de remettre les barricades. »

Les parlementaires comme M. Mariani sont trop peu nombreux. Il serait temps de mettre fin à la dissolution de la nation vers laquelle nous entraîne un régime pourri.

P.P.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : Pierre Pujo
- Secrétaire de rédaction : Michel Fromentoux
- Politique : Georges Ferrière, Yves Lenormand
- Politique étrangère : Pascal Nari
- Chronique militaire : Bernard Guillerez
- Économie : Henri Letigre, Serge Marceau.
- Enseignement, famille : Michel Fromentoux, chef de rubrique
- Sciences et société : Guillaume Chatizel,
- Outre-mer : Pierre Pujo
- Médecine : Jean-Pierre Dickès
- Livres : René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
- Arts-lettres-spectacles : Léon Camus, Renaud Dourges, Monique Beaumont
- Cinéma : Alain Waelkens
- Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
- Art de vivre : Pierre Chaumeil
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger
- Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
- Photos : François Tabary

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

Le 7 décembre dernier, pour la sixième fois en moins d'un an, la Banque centrale européenne (BCE) a révisé à la hausse son principal taux d'intérêt directeur, le faisant passer de 2 % en janvier dernier à 3,5 % en cette fin d'année. Cette décision, qui en annonce d'autres si l'on se fie aux déclarations de son président Jean-Claude Trichet, favorise l'ascension de l'euro par rapport aux autres monnaies.

Les intérêts de la France ne sont pas ceux de l'Europe !

La pénalisation de notre tissu économique est triple : nos exportateurs vont éprouver de grandes difficultés pour conquérir de nouveaux marchés, l'euro, leur monnaie de production, étant trop cher par rapport aux autres ; les entreprises françaises vont supporter une plus forte pression des importateurs, qui pourront commercialiser leurs produits à un prix plus faible ; enfin, l'ensemble des emprunteurs, ménages, entreprises ou administrations, vont devoir rembourser davantage de frais financiers du fait de la hausse des taux d'intérêts directeurs (les taux variables sur les emprunts en cours sont déjà repartis à la hausse et les futurs emprunts seront plus chers).

LA MONARCHIE, C'EST MOINS CHER

Nous lisons cet écho dans Le Quotidien de Paris (9/12/2006) : « Le roi d'Espagne coûte 8,28 millions d'euros par an, plus 30,8 millions d'euros pour l'entretien des résidences royales, parcs, du yacht... et des 130 personnes au service du roi. Chirac coûte 31,8 officiellement, 85 à 98 millions en réel, plus le coût de l'élection : 500 millions d'euros tous les cinq ans. »

En plus de nous éviter une compétition funeste pour le pouvoir suprême, la monarchie nous ferait faire de sérieuses économies...

J.C.

Euro fort, croissance faible

Pourquoi la BCE a-t-elle pris une telle décision, par **Henri LETIGRE**

Alors que la croissance était au rendez-vous lorsque les taux d'intérêts étaient encore très bas ? La progression de notre PIB était jusqu'en juin dernier supérieure à la moyenne de la zone euro, mais, depuis, nous sommes pratiquement la lanterne rouge de l'euro-land, qui n'est pourtant pas réputé pour son dynamisme !

Au niveau de l'ensemble de la zone, en revanche, le choc pétrolier déclenché en 2003 par la guerre en Irak, ainsi que la forte croissance qui touche certaines parties de l'euro-land, se traduisent par des risques de reprise de l'inflation. Pour tuer cette hydre qui sans cesse réapparaît, la BCE utilise la seule arme à sa disposition, l'augmentation des taux directeurs.

Lutter contre l'inflation

La BCE a pour principal objectif de lutter contre l'inflation. Une mission qu'elle remplit en se souciant non pas de la seule économie française, mais de l'ensemble de la zone, douze pays aujourd'hui, treize demain.

En France, la hausse des prix depuis quelques mois est à peine de 1,8 % par an en moyenne. C'est un niveau proche de la déflation. Les produits industriels (portables, téléviseurs, ordinateurs, GPS...) étant en constante mutation, la valeur des innovations qu'ils contiennent devrait impliquer au moins 2 points d'augmentation des prix...

La fin du monétarisme ?

Pour les économies en pleine croissance où les prix et les salaires augmentent, les conséquences sont négligeables, la hausse des rémunérations dépassant les surcoûts financiers dus à l'augmentation des taux directeurs. Mais la France sera fréquemment pénalisée. Sa croissance ne pourra pas se redresser, les taux d'intérêts élevés fixés par la BCE l'empêchant de se désendetter et d'investir pour rattraper ses partenaires européens.

Comment échapper à cette situation ? On peut espérer que la

BCE change de politique. John Maynard Keynes est né en 1883, l'année de la mort de Karl Marx, et il a proposé une solution de rechange à la pensée marxiste qui dénonçait les dangers d'un libéralisme économique sans frein. Le 21 novembre dernier, Milton Friedman est décédé en Californie ; un "pape du monétarisme" est disparu. Malgré ses réserves sur la monnaie unique, sa doctrine a servi à la rédaction du traité de Maëstricht et à la définition des objectifs économiques assignés à la BCE : lutter contre l'inflation sans se préoccuper directement du chômage et de la croissance. Une nouvelle voie économique va-t-elle s'ouvrir ?

En attendant cette révolution dans le monde des penseurs économiques, une autre solution est possible, plus radicale et surtout plus rapide : que la France sorte de l'euro et retrouve le franc, la monnaie fondée par Jean II le Bon en 1360.

La rupture ou la tranquillité

● **PHILIPPE DE VILLIERS**, qui vient d'annoncer sa candidature à la présidence de la République, dit dans *MINUTE* (6/12/06) ce qu'il pense du slogan de Nicolas Sarkozy, "la rupture tranquille" :

« Ma première impression, c'est que le slogan est un décalque du slogan mitterrandien "la force tranquille". De plus, il organise une véritable contradiction. La rupture tranquille, c'est dans les maisons de retraite, avec le changement d'horaires des chariots de soupe... Mais la vraie rupture, elle, ne peut pas être tranquille. Exemples : il s'agit de rompre avec la politique du laxisme migratoire, de rompre avec l'islamisation progressive de la France, de rompre avec l'oppression fiscale, de rompre avec l'Éducation nationale qui est tenue par les syndicats. Si l'on fait une rupture, elle ne sera pas tranquille. Si l'on assure la tranquillité aux Français, eh bien, dans ce cas, il n'y aura pas de rupture. La rupture tranquille, pour Nicolas Sarkozy, ce sera la rupture entre les paroles et les actes [...]

On nous promet la rupture et la tranquillité, mais en réalité nous n'aurons ni l'une ni l'autre. La France connaîtra le désordre si Nicolas Sarkozy est élu à la présidence de la République ».

En matière économique et sociale, en effet, il n'aura pas les moyens politiques de bousculer les multiples conservatismes comme il le promet. Il sera aussi forcément solidaire de ce qu'auront fait tous les gouvernements auxquels il aura participé.

J.C.

POUR OU CONTRE LE PÈRE NOËL ?



L'ACTION FRANÇAISE CANADIENNE

● **LE NUMÉRO de novembre-décembre 2006 de RENAISSANCE CATHOLIQUE** publie un reportage sur le Québec dont il évoque la déchristianisation au cours des récentes décennies. Sous la signature P.A.M., le bulletin souligne qu'« il y avait au Canada français une fort belle armature catholique épaulée d'un nationalisme français bien vivant. »

Et de citer « l'œuvre du chanoine Groulx (1878-1965) qui, avec le père jésuite Joseph-Papin Archambault (1880-1966) fonda l'Action française, en janvier 1917 qui se transforma, en 1933, en Action nationale pour éviter de tomber dans l'opprobre qui fut celui de l'Action française de Charles Maurras en 1926.

Malgré tout le respect que l'on doit au pape Pie XI, les effets désastreux de sa décision de condamnation politique de l'Action française se firent sentir jusqu'au Canada : par la proscription de tous ceux qui s'opposaient à sa politique, c'est-à-dire essentiellement les antimodernistes qui laissèrent la place à leurs adversaires. »

Le P. Joseph-Papin Archambault fonda le 19 mars 1913 la Ligue des droits des Français qui précéda la fondation de l'Action française canadienne. Renaissance catholique rappelle ce qui rapprochait l'Action française de Maurras et celle du chanoine Groulx, rapprochement mis en valeur dans une étude de Maurice Torelli : « ... mêmes méthodes pour rechercher dans l'étude de l'histoire les leçons politiques, refus de l'individualisme politique qui méconnaît les lois naturelles, volonté de sauvegarder la nation française en tant qu'héritage s'imposant à l'individu ; enfin claire appréhension de la société qui n'est pas un agglomérat d'individus mais une organisation hiérarchique de familles et de corps intermédiaires couronnés par un État protecteur de l'identité nationale ». La bonne graine a été semée au Québec. Un jour, elle germera à nouveau.

Jacques CEPOY

(La Renaissance catholique, 85, rue Pierre Brosolette, 92130 Issy-les-Moulineaux).

SOUVERAINISTES / EUROPÉISTES

Pour prix de son ralliement à la candidature de Ségolène Royal, Jean-Pierre Chevènement a reçu la promesse de dix circonscriptions aux législatives pour des candidats du Mouvement républicain et citoyen (M.R.C.) dont il est le président d'honneur.

L'apport de M. Chevènement à la candidature socialiste n'est pas négligeable, si l'on se souvient qu'il réunit 5,3 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle de 2002. En septembre 2001, il avait lancé sa candidature en se situant au-delà de la gauche et de la droite et en annonçant sa volonté de rassembler tous les Français, même ceux de "l'autre rive", pour défendre l'indépendance de la France remise en cause par le projet d'Europe supranationale. Quelque chose avait commencé de bouger dans l'opinion ; au début de février 2002, l'ancien ministre atteignait 14 % d'intentions de vote. Hélas, comme nous l'avions d'ailleurs prévu dans ces colonnes, M. Chevènement était bientôt rattrapé par ses engagements idéologiques et partisans, dont il ne s'était pas séparé. Sa cote de popularité tomba aussitôt.

Nous ne ferons pas l'injure à M. Chevènement de croire que seule la promesse de dix circonscriptions (à gagner !) l'a décidé à renoncer à être à nouveau candidat en 2007 (comme il l'avait annoncé début novembre). Republicain de la vieille école, il a des convictions. La France s'identifie chez lui à la République : l'indépendance du pays est pour lui le fondement de nos libertés. L'État républicain doit conserver les mains libres non seulement pour défendre les citoyens mais aussi pour pouvoir faire rayonner à l'extérieur les idéaux de la République...

Le pacte Chevènement/Royal

Lors du référendum de 2005, M. Chevènement a proclamé un "non" résolu au projet de constitution européenne. Ce que faisant, il s'est opposé aux dirigeants du Parti socialiste, et particulièrement à Ségolène Royal, partisans du "oui". Avant de se rallier à celle-ci, il a passé un pacte avec elle. Dans les négociations européennes futures aucun traité institutionnel « ne saurait prévaloir sur la Constitution française », y lit-on. Ségolène Royal a accepté.

La candidate socialiste demeure cependant dans l'ambiguïté. Devant les socialistes portugais réunis à Porto le 6 décembre, elle a sacrifié au credo européiste, souhaitant que la France prenne une initiative pour relancer l'Europe politique, et que les États imposent leur volonté à la Banque centrale européenne dont le gouverneur, Jean-Claude Trichet, vient de



PAR
PIERRE PUJO

relever une fois de plus le taux directeur (porté à 3,5 %) en vertu d'une décision arbitraire.

Il est certain que la Banque centrale européenne devrait avoir au-dessus d'elle une autorité politique. Son indépendance totale – exigée par les Allemands pour renoncer au deutschemark au profit de l'euro – est un handicap pour une bonne gestion de la monnaie. Aux États-Unis la Banque fédérale a au-dessus d'elle un État dont la politique a évidemment des répercussions sur le comportement du dollar.

En réclamant un contrôle politique de la Banque centrale européenne, Ségolène Royal reconnaît le bien-fondé du "politique d'abord", ce que nous ne saurions lui reprocher... Mais quelle forme prendrait ce principe ? À Porto, elle a soutenu que la B.C.E. devait être « soumise à des décisions politiques, bien sûr celles de l'Eurogroupe », constitué par les ministres des Finances des pays de la zone euro, « mais aussi celles du Conseil européen ». Rien à dire sur ces deux points : au sein de l'Eurogroupe et du Conseil européen les États disposent d'un droit de veto qui préserve leur souveraineté. Il en serait différemment si un "gouvernement" européen supranational prétendait gérer l'euro, comme celui qui devait résulter de la Constitution rejetée l'an dernier, devait être mis en place. M^{me} Royal est demeurée dans le flou et chacun l'a entendue sur son propre registre.. Ainsi continue-t-elle de sourire à la fois aux souverainistes et aux européistes...

La dictature de Trichet

Ségolène Royal parviendra-t-elle ainsi à réunir les partisans du "oui" et ceux du "non" lors du référendum de l'an passé ? Il s'en faut qu'elle ait réussi à surmonter le clivage. Les socialistes européistes font la grimace devant l'arrivée de M. Chevènement parmi les supporters de M^{me} Royal, mais se disent que si l'accord avec celui-ci est la condition du suc-

cès aux élections de l'an prochain, il vaut bien quelques concessions. Une fois M^{me} Royal élue, elle devra subir les pesanteurs du parti, favorables à l'Europe supranationale !

On aurait tort de considérer ce débat sur un plan purement théorique. Ce qui est en jeu, c'est le sort de l'économie française et les emplois de nos compatriotes. La politique de l'euro fort de la B.C.E. pénalise la France en entravant ses exportations, ainsi que Dominique de Villepin et Jean-Pierre Chevènement l'ont déclaré publiquement ces dernières semaines. Peut-on imposer à la B.C.E. une inflexion de sa politique ? Ce n'est pas sûr par le canal de l'Eurogroupe car celui-ci est divisé.

Dès lors, Jean-Claude Trichet, président de la B.C.E., peut exercer sa dictature monétaire en toute sécurité. La vérité est que les économies européennes évoluent différemment et qu'elles ne sont pas toutes justiciables de la même gestion de la monnaie. Ainsi l'Allemagne et l'Irlande connaissent-elles une croissance qui justifie une surveillance stricte de la masse monétaire tandis qu'en France et en Italie la croissance s'essouffle. Il faudrait là resserrer les taux d'intérêt, là les desserrer. La France, se trouvant en période pré-électorale, est en mauvaise posture pour amener ses partenaires européens à tenir compte de son point de vue.

L'Europe à l'heure allemande

Quel qu'il soit, le prochain président de sa République ne pourra éviter d'opérer un choix entre la démission de la France au sein d'une Europe supranationale et la préservation de la souveraineté assortie d'une coopération avec ses partenaires suivant une géométrie plus ou moins variable.

Le 14 décembre à Bruxelles la chancelière allemande, M^{me} Merkel, a souhaité que, durant le premier semestre 2007, où son pays aura la présidence de l'Union, un compromis soit trouvé conservant la substance du traité constitutionnel rejeté l'an dernier par la France et les Pays-Bas. Le 26 janvier 2007, l'Espagne et le Luxembourg invitent les États ayant adopté la Constitution à se réunir à Madrid pour aider M^{me} Merkel à trouver un accord. En mars, les États-membres de l'Union signeront une "déclaration de Berlin" rappelant les grands principes de la construction européenne à l'occasion de l'anniversaire du Traité de Rome. Pendant que les Français se disputeront autour du trône républicain de l'Élysée, l'Europe passera à l'heure allemande. On peut craindre que, dans le feu de la compétition, ni M. Sarkozy ni M^{me} Royal n'alerte les Français sur les terribles lendemains qui les attendent.

Trou de la Sécu

On peut se féliciter que l'assurance maladie ait eu la bonne idée, depuis cette année, de mettre en place une direction de la répression des fraudes. Résultat : dès la première année, 120 millions d'euros de fraudes et d'abus ont été détectés ! On peut surtout souligner qu'il n'existait pas auparavant de service spécifiquement chargé de veiller à ce que des fraudes et escroqueries ne viennent pas alourdir le budget de la Sécurité sociale qui accuse déjà un déficit de 110 milliards d'euros...

Trahison

Nombreux sont ceux qui veulent utiliser le mauvais exemple de Johnny Halliday pour pointer le mauvais fonctionnement du système fiscal français. La critique du système fiscal ne justifie pourtant pas de faire l'apologie d'un saltimbanque qui préfère l'argent à son pays. Surtout, dans le concert de ceux qui justifient l'exil du chanteur, la voix de Sarkozy est particulièrement dissonante. Peut-il estimer que cela montre bien "qu'il y a un problème" en France, en tentant de faire oublier qu'il était, il y a peu, ministre de l'Économie et des Finances ?

Question de nerfs

Si elle veut être élue à la présidence de la République, Marie-Ségolène Royal devra absolument réussir à vaincre un adversaire de taille : elle-même. Ce ne sera pas facile tant il est évident que cette femme autoritaire a du mal à contrôler ses nerfs. Elle l'avait montré lors de la fête de la rose à Quimperlé en répondant de façon dure et cassante à une jeune militante socialiste dont elle n'avait pas apprécié la question. Elle l'a prouvé à nouveau face à Françoise de Panafieu. « Je ne vous salue pas ! » a-t-elle lancé à l'élue parisienne qui avait osé critiquer son attitude ambiguë au Proche-Orient. Si Madame Royal ne supporte pas la critique, il faut qu'elle songe à changer de métier !

Guillaume CHATIZEL

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ D'un ami breton qui renouvelle son abonnement : « C'est avec plaisir que je lis *L'Action Française* 2000. C'est plus qu'un journal, c'est un outil d'instruction, de formation intellectuelle. Parce qu'en fait on ne peut pas dire que le matraquage télévisuel, radio-phonique ou journalistique nous apprenne quoi que ce soit.

Le lamentable théâtre qu'est la campagne pour la présidentielle en est une illustration des plus tristes. La France est totalement absente des propos de ces tristes sires ; malheureusement, ils sont le parfait échantillon du monde politique contemporain. Ainsi, durant la précédente campagne, j'ai eu l'occasion de dîner avec des élus locaux, de Blois et Saint-Malo ; ce

Étrennes : n'oubliez pas l'A.F.

n'était que propos sur les tactiques de Bayrou ou Chirac. Les Français inexistants. Pitoyable ! »

Une autre abonnée bretonne nous écrit qu'elle est « toujours très heureuse de pouvoir lire l'A.F. Qui réveille un peu nos réflexes grâce à son analyse très précieuse de l'actualité ».

Ces témoignages soulignent l'originalité de *L'Action Française* 2000 et son rôle irremplaçable dans le débat politique actuel. Or notre journal ne peut vivre sans l'aide de ses amis qui garantissent son indépendance au service du seul intérêt national.

Nous sommes dans la période des étrennes. Pensez à en donner à *L'Action Française* 2000. Ce ne sera pas pour elle du superflu mais le moyen d'aborder l'année 2007 avec un peu moins de soucis financiers. Rappelons que nous avons besoin de 55 000 euros. Merci d'avance d'être généreux !

P.P.

N.B. – Prière d'adresser les versements à M^{me} Geneviève Castelluccio, L'A.F. 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris

LISTE N° 20

Virements réguliers : Marius Guigues (3 mois), 32 ; M^{me} Bellegarde, 15,24 ; G^{al} Jacques le Groignec, 15,24 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; M^{me} Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 + 30 ; M^{me} Tatiana de Prittwitz, 45,73 ; Lucienne Boussoit (4^e trimestre), 50 ; Jacques Bentégeat, 53,36.

Légion des "Mille" : Henri Ruitton, 150 ; M^{lle} Schoch, 150 ; "obole d'un vieux légionnaire de l'A.F.", André Boirre, 250.

Christian Jousse, 50 ; Claude Le Page, 30 ; William Gauvain, 30 ; François Bigeard, 25 ; Jacques Lamonerie, 100 ; anonyme Bordeaux, 25.

Pour absence au Banquet (2^e liste) : Roger Beadeloche, 50 ; Robert Daffos, 50 ; Christian Jousse, 80 ; G^{al} Pierre Gallois, 50 ; M^{me} Carla-Denise Volkoff, 40 ; M^{me} Frangova, 15 ; M^{lle} Anne-Marie Tranié, 40 ; M^{lle} Annie Paul, 40 ; M^{me} Yvonne Dakin, 40 ; Pierre Ruault, 150.

Total de cette liste : 1 657,44 €
Listes précédentes : 30 518,80 €
Total : 32 176,24 €
Total en francs : 211 062,30 F

POLITIQUE, JUSTICE ET CORRUPTION

Un scandale français

Pourquoi nos hommes (et femmes) politiques sont-ils à ce point attachés au pouvoir, qu'ils ne veulent s'en séparer pour rien au monde et que leur amour de la démocratie s'arrête là où commence leur mépris voltairien du peuple ? Curieuse conception de la "République", ce concept fourre-tout à usage multiple qui permet pourtant à ces habitués des "cordons sanitaires" et autres

donc incommensurablement un mal français ? Et la lutte contre celle-ci, un combat perdu d'avance ?

La démocratie n'est rien moins qu'une oligarchie captatrice au sein de laquelle nos gouvernants essayent, par leurs combinazions, de ne pas se faire prendre.

"fronts républicains" de faire main basse sur les prébendes, les honneurs et les mandats onéreux. La crise de la démocratie représentative provient des abus de ses représentants et de l'usure de la démocratie elle-même.

Quoi qu'il en soit, Transparency International, ONG spécialisée dans la lutte contre la corruption, fait ressortir dans son baromètre mondial de la corruption pour 2006 que la France, juste derrière le Kenya et l'Afrique du Sud, se situe parmi les pays d'Europe les plus touchés par la corruption de ses partis politiques. De même, coincée entre la Croatie et le Gabon, la France se hisse au 11^e rang des pays dont la corruption dans les partis politiques s'étend à plus de 50 % ! La corruption serait-elle

Des élus peu scrupuleux

C'est ce qui ressort du livre bien documenté consacré par Éric Decouty (journaliste au *Figaro*) au Pôle financier du tribunal de grande instance de Paris, mis en place par Élisabeth Guigou en mai 1999, non sans quelques atermoiements de la part des politiques et affairistes de l'époque.

Cet opus vient opportunément rappeler une constante à l'heure où l'ex-secrétaire d'État aux prisons, l'UMP Pierre Bédier (entre autres) vient d'être condamné à une peine de dix-huit mois de prison avec sursis, 50 000 euros d'amende et trois ans de privation de ses droits civiques pour des faits de corruption passive et de recel d'abus de biens sociaux (le tribunal a considéré qu'il « avait trahi la confiance que les citoyens avaient placée en lui pour les représenter »).

La constante tient dans ce que la démocratie n'est rien moins qu'une oligarchie captatrice au sein de laquelle nos gouvernants essayent, par leurs *combinazions*, de ne pas se faire prendre. C'est que, comme le fait observer l'auteur, « peu importe que, malgré les poursuites judiciaires, quan-

par
Aristide LEUCATE

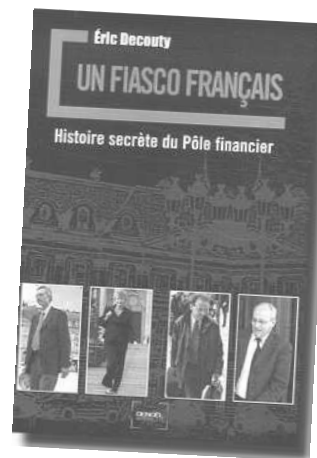
tité d'hommes politiques soient revenus au premier plan, leur carrière intacte, même [voire surtout, NDLR] après condamnation ». La liste est longue de ces élus peu vertueux et donneurs de leçons, que les scrupules n'embarrassent guère quand ils viennent mendier les suffrages de ce peuple qu'ils exècrent. En les voyant, on ne peut s'empêcher de penser à ces vieilles prostituées sur le retour qui se font tirer la peau pour paraître plus jeunes et repartir pour un tour !

Le plus surprenant est que certains hauts magistrats, des tremolos dans la gorge, s'érigent en défenseurs des politiques bafoués dans leur honneur, réputés moins bien traités que des voleurs à la roulotte. Il en est ainsi, par exemple, de Jean-François Burgelin, procureur général honoraire près la Cour de cassation et proche de la chiraquie qui n'a pas hésité à s'insurger « contre l'injustice que constitue le bris de leur carrière ».

Des juges instrumentalisés

Le Pôle financier eut à connaître de grandes affaires, du financement occulte du RPR et du Parti communiste, en passant par le Crédit lyonnais, les ventes

d'armes à l'Angola, les voyages privés financés sur fonds publics de la famille Chirac, les HLM de Paris, les pots-de-vin versés à l'occasion des ventes des frégates de Taïwan, l'affaire ELF-Le Floch-Prigent, jusqu'aux scandales de la MNEF, sans oublier l'obscur affaire Clearstream, sur laquelle nous reviendrons prochainement ! Il ne fonctionna cependant pas comme il aurait fallu, les *ego* des magistrats prenant assez souvent le pas sur le souci de justice.



Il est vrai que les dossiers dits "sensibles" dans lesquels on trouvait mêlés les plus hauts dignitaires politiques et financiers se prêtaient à des exploitations médiatiques à peu de frais, le plus sûr moyen pour "se faire un nom" et graver d'autant plus rapidement les échelons. Personne n'a oublié les juges Joly, Van Ruymbeke, Courroye, Riberolles, etc.

Les cibles sont ainsi facilement offertes à la vindicte de leurs "clients" (Roland Dumas, Jean-Christophe Mitterrand, Robert Hue, et bien d'autres) qui usent alors de tout l'arsenal médiatico-gouvernementalo-judiciaire pour avoir la peau de ces Zorro de pacotilles. Mais, dans le même temps, juges et politiques copinent et complotent pour "placer" tel ou tel magistrat du parquet ou du siège « incarnant simplement la volonté politique du gouvernement » en vue d'étouffer telle affaire gênante pour tel coquin député, ministre ou maire ! Ainsi va la République : entre ripoux et pourris, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, un air, hélas, trop bien seriné depuis la III^e République et sa kyrielle de scandales.

L'on objectera (là encore, l'air est trop connu pour être crédible) que ces affaires ne concernent qu'une infime minorité d'élus. Pas si sûr. Thémis manque de moyens et n'a pas le temps de s'intéresser à ces élus locaux dont bon nombre de fonctionnaires territoriaux seraient pourtant bien inspirés, preuves à l'appui, de signaler à la Justice les pratiques pour le moins douteuses (emplois fictifs et autres abus de biens sociaux). Mais l'omerta règne en France, ainsi que cela avait été dénoncé, il y a quelques années, par les journalistes Sophie Coignard et Alexandre Wickham dans un ouvrage à succès.

aleucate@yahoo.fr

* Éric Decouty : *Un fiasco français*. Éd. Denoël, 362 pages, 19 euros

IL Y A UN DEMI-SIÈCLE

L'insurrection du pays réel

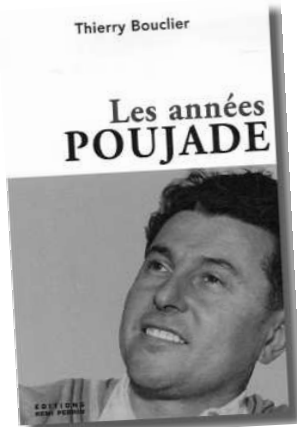
“Les années Poujade” sont celles du déclin de la IV^e République avant son effondrement en 1958. Le mouvement fondé par le “papetier de Saint-Céré” (Lot) et qui, à partir de juillet 1953, se répand à travers la France comme une traînée de poudre symbolise une époque marquée par la déliquescence d'un État de plus en plus bafoué et qui disparaîtra dans le mépris général.

La puissante personnalité de Pierre Poujade qui galvanise les foules par ses discours à l'emporte-pièce lance la révolte des commerçants, artisans et paysans, et bientôt aussi des ouvriers et des professions libérales. Celle-ci exprime une profonde fracture entre le pays réel et le pays légal. Lorsque les militaires, las d'être trahis par le régime tandis qu'ils se battent aux avant-postes de l'Empire, se mettront de la partie, ce sera l'explosion du 13 mai à Alger et la IV^e aura vécu.

La chasse aux contrôleurs

Thierry Bouclier a consigné ici toutes les étapes du développement du “poujadisme” dont il tient une chronique attentive. Les contrôleurs du fisc, les “polyvalents”, les huis-siers et tous les agents de l'État sont neutralisés, pourchassés ; les hommes de Poujade inaugurent

même la “chasse au ministre” chaque fois qu'une excellence se hasarde à se montrer en province. Edgar Faure et Pierre Abelin firent ainsi les frais d'un accueil musclé.



Les poujadistes réclament une réforme fiscale qui ne vient pas. Alors, ils durcissent leur action. Les procès qui pleuvent ne les arrêtent pas. Leur mouvement traduit le rejet par la classe moyenne d'une technocratie, appuyée sur des puissances financières, qui commence à sévir au nom de la modernité, avec la complicité de médiocres politiciens.

Le mouvement Poujade, renforcé à partir de 1955 par les dé-

par
Pierre PUJO

fenseurs de l'Algérie française, est tenté de présenter des candidats aux élections législatives du 2 janvier 1956. Cinquante-deux députés sont élus, dont Jean-Marie Le Pen, benjamin de l'Assemblée nationale, qui fait ses premières armes parlementaires.

Des députés invalidés

Les députés poujadistes, dont une partie a été invalidée par leurs adversaires majoritaires, ne pourront guère influencer sur la vie politique du pays. Ils tenteront en vain de faire adopter un projet de réunion des États-généraux, idée excellente en elle-même mais qui ne pouvait être bénéfique que s'il existait une autorité supérieure pour exercer un arbitrage, c'est-à-dire si la monarchie était restaurée.

Pierre Poujade ne fut pas candidat aux élections, il ne voulait pas entrer dans le “système” qu'il combattait et jugeait que pour changer celui-ci ou infléchir la politique des gouvernements, il valait mieux exercer des pressions de l'exté-

rieur. De fait, malgré l'élection de députés poujadistes, les coups de main, les oppositions violentes aux contrôles fiscaux et aux saisies se poursuivirent. C'était la bonne méthode.

Quand on voit la vigueur des manifestations des poujadistes et la liberté de ton de leurs meneurs, on se dit que l'esprit de liberté s'est affaibli en France. Le “politiquement correct” est passé par là.

D'hier à aujourd'hui

Il a manqué au mouvement Poujade, comme d'ailleurs aux défenseurs de l'Algérie française, une doctrine politique et la volonté de s'emparer de l'État pour infléchir le cours de l'histoire au bénéfice du pays. L'insurrection du 13 mai – à laquelle les poujadistes participèrent sans en être les inspirateurs – fut confisquée par les gaullistes, dont l'audience était pourtant bien moindre à l'époque. Le rôle historique du mouvement Poujade aura été avant tout de contribuer à discréditer la IV^e République.

Aujourd'hui comme il y a cinquante ans, un fossé profond sépare le pays réel du pays légal. La

victoire du “non” au référendum de 2005 et la forte proportion des abstentionnistes dans les autres scrutins politiques en portent le témoignage. Les gesticulations des partis et de leurs candidats à l'occasion de l'élection présidentielle de 2007 ne sont pas de nature à modifier la tendance lourde du climat politique. Les Français ne placent leur espoir ni dans les institutions ni dans les candidats qui se présentent à leurs suffrages.

Ce qui pourrait provoquer le réveil des Français aujourd'hui, ce n'est pas, comme il y a cinquante ans, la défense du petit commerce et de l'artisanat, ni la sauvegarde d'un empire colonial disparu, ce serait tout simplement le refus des Français de perdre la maîtrise de leur destin collectif en même temps que leurs moyens d'existence et leur cadre de vie. Les capitulations répétées de nos gouvernants face à l'Europe supranationale peuvent un jour susciter l'insurrection d'un peuple apparemment amorphe. La solution ne viendra pas de l'intérieur du régime mais d'un mouvement parti de la France profonde. C'est pourquoi il est bon de garder à la mémoire l'histoire des “années Poujade”.

* Thierry Bouclier : *Les années Poujade*. Éd. Rémi Perrin, Paris, 202 pages, 19 euros.

IN MEMORIAM

Général Augusto Pinochet

La mort du général Pinochet a donné lieu dans les médias français, la télévision notamment, aux débordements injurieux et mensongers auxquels il fallait s'attendre. Cette désinformation et cette haine n'ont apparemment rien perdu de leur virulence depuis 1973. Il convient donc de rétablir la vérité historique.

La désinformation et la haine n'ont rien perdu de leur virulence depuis 1973. Il convient de rétablir la vérité historique.

Nous nous appuierons à cet effet, outre les souvenirs personnels du signataire de ces lignes, sur les ouvrages de Carlos Rangel (1), journaliste et politologue vénézuélien trop tôt disparu, de Pierre Clostermann (2), le héros des Forces Armées Françaises Libres, lui-même disparu l'an dernier, et de Philippe Chesnay (3), industriel et témoin impartial de l'époque Pinochet.

Allende le naufrageur

En novembre 1970, Salvador Allende ne fut pas élu président du Chili à la majorité du vote populaire. Il obtint 36,2 % des voix, pourcentage à peine inférieur à celui du candidat conservateur Jorge Alessandri, 35,9 %. Au Chili, dans un tel cas, c'était le Congrès qui désignait le président. Alessandri proposa aux démocrates-chrétiens majoritaires de le nommer, s'engageant à démissionner aussitôt ouvrant ainsi la voie à l'élection du président sortant Eduardo Frei pour lequel voteraient les conservateurs, rééditant ainsi le vote de 1964 lorsque Frei avait été élu avec 52 % des voix contre 38 % à Allende.

En repoussant cette solution qui eût évité la catastrophe de l'unité populaire et la dictature militaire, les démocrates-chrétiens prirent une très grave responsabilité historique. Une fois nommé, Allende refusa toute entente avec eux et, prisonnier de sa gauche révolutionnaire, entreprit d'enterrer la démocratie et de la transformer par étapes en une dictature marxiste-léniniste. Allende devait révéler à Régis Debray en 1971 que les différences entre lui et Fidel Castro ou Che Guevara n'étaient que tactiques en raison de ce qu'exigeait provisoirement la situation spécifique du pays.

Un premier point est donc établi : Allende, président avec un peu plus d'un tiers des voix, n'avait aucunement été mandaté par le peuple pour faire de

par **André PERTUZIO**

son pays une démocratie populaire.

Ce fut la mise en place d'un système parallèle à l'État de droit, de violences quotidiennes, assassinats de civils et militaires, "les charniers" d'Allende généreusement attribués plus tard à Pinochet, le refus d'exécuter les décisions de justice, l'invasion de "conseillers" cubains, le tout



Le général Pinochet (1915-2006)

amenant le Sénat à déclarer « illégitime » le gouvernement Allende. Et le plus grave, dit en décembre 1972 l'ancien président Eduardo Frei, « c'est qu'on a semé la haine au Chili ».

Paix civile et santé économique

L'économie du pays va rapidement s'effondrer, production agricole en régression, augmentation vertigineuse de la dette extérieure, inflation de 100 %, grèves endémiques (mineurs, camionneurs etc...), bref, une totale faillite dans tous les domaines et un pays en déliquescence. La population s'agite, dans toutes les villes les concerts de casseroles vides et les demandes de démission d'Allende se multiplient. Non seulement l'anarchie menace mais le 2 septembre 1973, Allende annonce à la radio qu'il n'y a plus de pain que pour trois jours à peine !

C'est devant un tel désastre que l'armée, y compris l'aviation, la marine et les carabiniers, décida d'intervenir alors qu'en 150 ans elle n'avait jamais été, comme dans d'autres pays d'Amérique Latine, une armée de coups d'État, Pinochet lui-même ayant été très réticent à intervenir.

Cette intervention, espérée par l'immense majorité de la population eut lieu le 11 septembre 1973 et Pierre Clostermann en fut le témoin, sa conclusion : « Allende fut vomi par la population comme un chien vomit une viande avariée ». À

noter que le coup d'État fit exactement 212 victimes et non 10 000 ou plus comme le prétendait à l'époque *Le Figaro* et autres médias européens !

Certes, il n'est pas contestable que le régime militaire fut dictatorial et répressif. Mais pouvait-il en être autrement dans le climat de guerre civile instauré par l'Unité Populaire dans un pays connu pour sa convivialité démocratique. Les violences et les attentats notamment du MIR continuèrent sous Pinochet : dès 1980 ce mouvement revendiqua des centaines d'attentats y compris l'assassinat du maire de Santiago et une tentative sur le général Pinochet lui-même.

La répression fut donc sévère et comme toujours en pareil cas inutilement cruelle comme le releva la Commission Rettig constituée par le successeur du général à la présidence, le démocrate-chrétien Patricio Aylwin.

Entre-temps, le gouvernement militaire rendit la paix et la santé économique au pays. L'inflation fut réduite de 100 % à 0,7 %, le taux de croissance annuel entre 6 et 10 % fit du Chili le premier de la classe latino-américaine et lui permit d'atteindre le niveau de développement moyen d'un pays d'Europe du Sud.

Le sauveur vilipendé

On comprend dans ces conditions qu'à la suite de la condamnation du régime par l'ONU en 1978, un référendum contrôlé par cette dernière donna plus de 69 % de majorité au général Pinochet et que la Constitution proposée par lui au peuple chilien en 1980 lui donnant le pouvoir jusqu'en 1988 fut aussi approuvée de la même façon.

En 1988, le général Pinochet demanda d'être reconduit à vie dans son mandat, il perdit le référendum et le dictateur se retira.... fort démocratiquement.

Aujourd'hui, le nom d'Allende, naufrageur de son pays orne des places et des rues en France et ailleurs, le Conseil régional d'Île-de-France a financé un musée Salvador Allende à Santiago et le général Pinochet, sauveur de son pays, est régulièrement injurié et vilipendé par les politiciens et les médias occidentaux, y compris au Chili !

Ainsi s'écrit l'histoire....

(1) Carlos Rangel : Du bon sauvage au bon révolutionnaire. Éd. Robert Laffont.

(2) Pierre Clostermann : L'histoire vécue. Éd. Flammarion.

(3) Philippe Chesnay : Chili 1970-1990, histoire d'une désinformation. Éd. Godefroy de Bouillon.

Saddam Hussein a-t-il vaincu Georges W. Bush ?

par **Pascal NARI**

Changement radical en Irak : en des mots à peine voilés, Washington a fini par reconnaître qu'il vient de subir une défaite en Irak.

baptisée zone verte sécurisée dans la capitale ruinée de l'Irak.

Quant à la position mondiale des États-Unis, on n'a qu'à regarder les dégâts provoqués dans le monde par sa diplomatie, pour voir qu'elle est déjà gravement atteinte et qu'il faudra des décennies pour la restaurer.

Enfin, George W. Bush a pris acte, ouvertement, de ces constatations et changé son ton arrogant et triomphant sur une situation des plus inquiétantes.

C'est la force et l'honneur d'un grand pays que de reconnaître ses erreurs diplomatiques, militaires et donc politiques, dira-t-on non sans raison.

Mais comment en sortir ?

Pas de solution miracle

Que préconise la commission Baker après le constat alarmant de la situation ?

— Retrait possible des troupes américaines d'ici au premier trimestre 2008,

— Soutien politique, militaire et économique des États-Unis au "gouvernement" irakien si celui-ci pouvait s'engager dans une politique de réconciliation nationale et de sécurisation du pays.

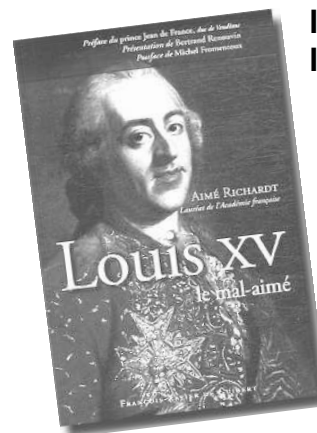
— Appui au dialogue avec les régimes de Téhéran et de Damas afin d'obtenir leur contribution à la pacification de l'Irak.

— Engagement renouvelé de Washington pour une

À LIRE ET À OFFRIR

Aimé RICHARDT

lauréat de l'Académie française



LOUIS XV, le mal-aimé

Préface de S.A.R. LE PRINCE JEAN DE FRANCE duc de Vendôme

Présentation de Bertrand RENOUVIN
Postface de Michel FROMENTOUX

* Éd. François-Xavier de Guibert, 384 pages, 29 euros. (Disponible à nos bureaux : 32,77 euros franco)

Saddam Hussein a-t-il vaincu George W. Bush ?

► résolution rapide du conflit israélo-palestinien.

Seule la dernière préconisation demeure rapidement envisageable. Le voyage entrepris par Tony Blair au Proche-Orient, l'annonce de la dissolution du parlement palestinien et des élections anticipées faites samedi dernier par Mahmond Abbas, président de l'Autorité palestinienne, afin de mettre le Hamas hors jeu, pourraient aller dans ce sens. L'État hébreu semble désireux de trouver une solution à la crise qui risque de prendre une dimension régionale ingérable. Mais le Hamas n'est que l'instrument des ayatollahs de Téhéran, tout comme le Héz-bollah libanais. L'Amérique est-elle prête à payer le prix d'une réconciliation avec Téhéran ?

N'est-il pas trop tard ?

Samedi dernier, 16 décembre, M. Al-Maliki, a fait appel aux officiers, sous-officiers et soldats des forces armées de Saddam pour réintégrer la nouvelle armée irakienne au nom de la réconciliation nationale. Malgré les avertissements du roi Abdallah de Jordanie et du

président égyptien Moubarak, les Américains avaient commis l'erreur capitale de dissoudre non seulement l'armée et la police irakiennes mais aussi la solide administration de ce pays. En créant le vide et en livrant une grande partie du pays aux réseaux chiites extrémistes de MM. Hakim et Mogtada-So-Sadre, l'un et l'autre au service de Téhéran, en affaiblissant ainsi l'influence du grand ayatollah Sistani, Washington a créé le chaos actuel. N'est-il pas trop tard d'y revenir ? Les chiites l'accepteront-ils ? Et les anciens baasistes qui forment l'ossature de la résistance actuelle, joueront-ils le jeu cependant que leurs chefs sont dans les prisons américaines et que l'ex-raïs risque la mort ?

On peut en douter.

Il est plus facile de "négocier" avec la Syrie, un État quasi totalitaire, certes, mais organisé et sans prétention idéologique et révolutionnaire. Le prix à payer est clair : la restitution du plateau de Golan et la renonciation au procès des assassins présumés de Rafid Hariri, voire l'acceptation d'un retour de l'influence de Damas au Liban.

Washington, Paris et Tel Aviv accepteront-ils ces concessions ?

On peut en douter.

Le régime de Téhéran, à l'inverse de son allié syrien, n'est pas homogène, ne parle pas d'une seule voix, ses exigences ne sont pas aussi claires qu'on pourrait le penser, il

ne renoncera pas à sa politique affirmée depuis l'arrivée au pouvoir de Khomeiny et reprise par Ahmadi-Néjad, d'exporter la révolution islamique, autrement de subvertir les pays musulmans et l'occident tout entier.

Téhéran exigera qu'on le laisse construire sa bombe nucléaire, c'est ce que les Européens surtout font actuellement. Mais la nature révolutionnaire de son régime fait qu'il ne s'en contentera pas.

Est-il donc possible de trouver un véritable compromis avec Téhéran ?

On peut en douter.

En fait le nœud de l'ensemble des problèmes proche et moyen orientaux se trouve à Téhéran. Sans une évolution significative ou un changement du régime instauré par l'ancien hôte de Neauphle-le-Château avec la bénédiction de l'Occident, Il est difficile de concevoir un véritable apaisement en Irak, au Liban et dans le conflit palestinien, voire dans une large mesure en Afghanistan.

L'impasse

La crise ne se résume pas à une opposition chiite-sunnite comme certains experts auto-proclamés le disent partout. Il faudrait d'abord accepter la problématique avant de s'attaquer aux aspects différents de la crise.

Avant sa chute, l'ex-raïs irakien avait promis l'enfer aux Américains. Ils l'ont et, désormais, ils l'avouent courageusement.

La défaite américaine en Irak est consommée. Ils n'ont pas pu transformer ce pays en "modèle de démocratie" pour le monde musulman, et... mettre la main sur son pétrole.

Tout conduit à l'impasse en Irak.

Il ne faut pas se réjouir du chaos irakien, qui est une défaite pour Washington mais aussi pour l'Occident dont la plupart des pays n'y ont pourtant aucune part.

Le chaos actuel conduit à envisager une autre guerre, contre l'islamisme violent, subversif et prosélyte. Pas contre l'islam.

Cet islamisme subversif menace les pays islamiques, l'Occident, la Civilisation, tout l'acquis positif de l'humanité.

En envahissant l'Irak, où ils ont subi une défaite historique, les Américains ont ouvert la boîte de Pandore. Le feu allumé à Neauphle-le-Château risque désormais d'atteindre une grande partie du monde. Cela sera une défaite majeure face à la barbarie si on ne réagit pas.

C'est cette défaite qu'il faut désormais refuser.

Il est encore temps. Et le monde civilisé, y compris les pays musulmans, en ont encore les moyens.

Pascal NARI

Hommage au bienheureux Charles de Foucauld

■ Un an après sa béatification par le pape Benoît XVI et quatre-vingt-dix ans après sa mort victime en pays touareg de la haine anti-française, le père Charles de Foucauld a reçu l'hommage de Strasbourg, sa ville natale, qui lui a élevé une belle statue.

Celle-ci a été inaugurée et bénie le samedi 25 novembre dernier. Au cours de la cérémonie à l'Hôtel de Ville, parmi de nombreuses personnalités, le R.P. Jean-Jacques Marziac, qui fut missionnaire en Afrique, a été invité à prononcer le panégyrique du bienheureux. Nous en publions bien volontiers le texte intégral, car Mme le sénateur maire de Strasbourg s'est autorisée à couper la parole à l'orateur... Nos lecteurs jugeront.

Mme le Sénateur-Maire,
M. le Président de la Communauté urbaine de Strasbourg

Chers Messieurs et Mesdames
C'est avec une joie particulière que j'ai l'honneur de prendre la parole ici, à l'occasion de l'inauguration de cette statue du Bienheureux Charles de Foucauld, qui vient d'être placée et bénite devant l'église Saint-Pierre-le-Jeune.

L'Alsace missionnaire

En effet, ainsi que le bienheureux Charles, n'ayant hélas pas ses vertus, je suis, comme lui, né à Strasbourg. Une soixantaine d'années après lui. Baptisé, comme lui, dans cette même capitale alsacienne. Deux autres points communs encore nous unissent : nous sommes tous deux prêtres et missionnaires, de plus sur le même continent africain, lui

au Maroc et en Algérie, moi-même sous les tropiques en Côte d'Ivoire. C'est dire notre même communion de pensée !

À noter avec une légitime fierté l'heureuse et bénéfique influence alsacienne dans la pacification et colonisation de la Côte d'Ivoire aux XIX^e et XX^e siècles. C'est en effet le capitaine Binger de l'armée coloniale française, qui pacifia, conquit, organisa la Côte d'Ivoire. Il était né à la Wanzenu, tout près de Strasbourg ! Et la première ville du pays prit son nom : Bingerville. Je reviendrai tout à l'heure sur sa méthode d'organisation du pays.

J'ajouterai quand même tout de suite qu'en Côte d'Ivoire plus d'un quart des missionnaires de ma Congrégation des Missions Africaines étaient alsaciens. Entre autres, l'un des premiers évêques, Mgr Kirmann, fut, on peut le dire, le directeur spirituel du futur et premier Président de la Côte d'Ivoire : M. Houphouët-Boigny.

Le christianisme civilisateur

Mais c'est le bienheureux Charles de Foucauld qui nous intéresse particulièrement en ce jour. Rappelons rapidement les points clés de cette admirable vie, et ce qui me semble être son message, en ce temps de crise à tous les niveaux, autant sur le plan religieux que social, que nous explorons actuellement. Qu'est-ce qui fut à l'origine de sa conversion, de sa vocation ?

Même quand il vivait dans le péché, il sentait, il voyait, qu'en dehors de Dieu tout s'écroule. Il était de son temps, travaillait main dans la main avec les officiers français, convaincu que la présence française était nécessaire au pro-



La statue inaugurée le 25 novembre à Strasbourg

grès des Touaregs...Du moins si elle était animée par les principes évangéliques !

Ce fut aussi le cas du capitaine Binger qui, quoique protestant, fit venir des missionnaires catholiques en Côte d'Ivoire, avec leurs écoles. Là comme ailleurs, l'armée devança les missionnaires et on peut objectivement affirmer que, lorsque dans un pays, une ethnie se christianisait, du même coup elle se civilisait. L'armée apportait la paix, le missionnaire la charité.

Si au début de sa vie missionnaire, le Père de Foucauld n'avait converti et baptisé que deux esclaves qu'il avait rachetés, il se donnait totalement aux Touaregs. Il déploya toutes ses ressources pour élever matériellement et moralement ces populations du désert, gagnant ainsi leur confiance. Son action missionnaire fut déterminante, tous les contemporains en conviennent, pour la pacification du Hoggar.

Sur sa gandourah blanche l'image de la Croix, celle du Sacré-Cœur, disaient de loin quelle était la foi de ce Français. Son costume était une prédication. Il semait la graine, d'autres moissonneront...

En dehors de Dieu tout s'écroule

Mais, diront certains, comment se fait-il que beaucoup de pays d'Afrique soient retournés dans le désordre et l'anarchie, quand ce n'est point la guerre civile, comme en Côte d'Ivoire où nous avons 4 000 de nos soldats ? Ceci après les indépendances.

La réponse est dans la question. Qu'est-ce qui fait la paix, l'unité, la prospérité d'un pays sinon sa foi, sa culture, sa langue ? Or nous avons hélas, laissé ces pays avec les faux et mauvais principes des Droits de l'Homme qui ont écarté tout simplement les droits de Dieu. Ils ont copié hélas nos Constitutions. Vers la fin de la Première Guerre mondiale 1914-1918 qui a fait 17 millions de morts, le pape Benoît XV a très bien dénoncé cela dans son discours au Sacré Collège en 1917, je cite : « **C'est l'athéisme moderne, érigé en système de civilisation qui a précipité le monde dans ce déluge de sang.** » Oui, en dehors de Dieu

tout s'écroule.

Et je termine, mes chers Messieurs, par cette exhortation du Père de Foucauld en 1912 qui a désormais pris une valeur de prophétie. Je cite encore : « **Priez pour tous les musulmans de notre empire Nord-Ouest africain maintenant si vaste. L'heure présente est grave pour leurs âmes comme pour la France. Depuis quatre-vingts ans que l'Algérie est française [nous sommes en 1912] on s'est si peu occupé du salut éternel des musulmans qu'on peut dire qu'on ne s'en est pas occupé. Si les chrétiens de France ne comprennent pas qu'il est de leur devoir d'évangéliser leurs colonies, c'est une faute dont ils rendront compte, et ce sera la cause de la perte d'une foule d'âmes qui auraient pu être sauvées. Si la France n'administre pas mieux les indigènes qu'elle ne l'a fait, elle perdra l'Algérie et ce sera un recul par rapport à la vraie civilisation, avec la perte d'espoir de christianisation pour longtemps.** »

Mais on peut rattraper le temps perdu, nous souvenant de ce principe de théologie catholique : « **l'homme est ouvrier de l'histoire et non esclave de l'histoire.** » Nous avons besoin d'un sérieux relèvement intellectuel et moral. Rien de tel que les Exercices de saint Ignace. J'ai vu des milliers d'hommes depuis cinquante-trois ans que je suis prêtre, qui ont dit que ces Exercices Spirituels, même de cinq jours, ont été la meilleure expérience de leur vie...Le courage que je vous souhaite d'avoir c'est d'y participer.

Que Dieu vous en donne la grâce !

Père Jean-Jacques MARZIAC

Supérieur des Coopérateurs du Christ-Roi,
Maison Saint-Joseph
Le Treilhous 82300 CAUSSE
Tel : 05 63 93 00 88



Nous avons déjà donné dans notre dernier numéro quelques reflets de l'ambiance amicale et joyeuse qui a régné cette année encore, le dimanche 3 décembre, sur notre grand banquet des amis de l'Action française. Seule ombre au tableau : l'absence de Pierre Pujo immobilisé par les suites d'une chute inopportune. Mais comme les nouvelles étaient — et sont toujours — excellentes et qu'il est sur le point de reprendre toutes ses activités, nos agapes annuelles ne s'en sont guère ressenties et l'on a su de table en table à la santé de qui lever son verre — juste après le Roi, bien sûr !

Dans l'amitié d'Action française

Une partie des jeunes d'Action française groupés autour du micro pour le chant de la Royale



Toutes générations

Michel Fromentoux a donné le meilleur de lui-même pour accueillir et faire applaudir les personnalités présentes : S.A.I. la princesse Vin Thuy, épouse de l'empereur Bao Dai, les orateurs invités à prendre la parole au dessert, les membres du Comité directeur, les rédacteurs du journal, les responsables de sections, les nombreux amis venus de province, et combien d'âmes au dévouement à toute épreuve ! Sans oublier les jeunes dont l'ar-

deur au combat s'est encore renforcée cette année. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques des banquets d'A.F. que de faire se côtoyer dans le même enthousiasme toutes les générations, des lycéens aux nonagénaires : preuve que la transmission du relais n'est pas un vain mot.

Sans plus tarder, l'ami Stéphane a prêté sa puissante voix au vigoureux message envoyé par Pierre Pujo dont on a pu lire le texte dans notre dernier numéro. Il était alors temps d'en-

tamer le repas, non sans que Michel Fromentoux eût fait remarquer que si nos retrouvailles dans le palais de la Mutualité avaient quelque chose, comme toujours, de réellement royal, cela n'avait rien à voir avec le certain triomphe en ce même lieu une semaine plus tôt d'une certaine M^{me} Ségolène, que nous devons nous contenter d'appeler ainsi car il ne saurait y avoir pour nous d'autre Madame Royale que celle qui fut la fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette...

Générosité

À peine avalé le suprême de volaille, le meneur de jeu reprit le micro pour expliquer que les nourritures terrestres avaient préparé chacun à accueillir avec le même régal les nourritures intellectuelles. Et de commencer lui-même la série des huit allocutions dont on trouvera ci-après les principaux moments. Au passage, le rite immuable et toujours bien accueilli de la quête a révélé plus encore que les années précédentes la gé-

nérosité sans faille de nos amis. Qu'ils en soient vivement remerciés !

Les orateurs n'avaient dans l'ensemble point dépassé leur temps de parole. Alors bien vite place aux jeunes ! Ils ne se firent pas prier pour investir la tribune et entonner le chant de la Royale, dont Michel Fromentoux suggéra qu'elle fût cette année dédiée à Pierre Pujo. Et l'on se donna rendez-vous à l'année prochaine en criant tous à pleins poumons *Vive le Roi* !

Une visite s'imposait aux stands où nos amis écrivains dédicaçaient leurs ouvrages, et où l'on trouvait livres neufs et d'occasion et objets fleurdelisés.

Bravo à Monique Lainé et à Marie-Gabrielle Pujo pour la bonne organisation de cette journée qui aura regaillardie chaque participant avant d'entamer une redoutable année de vaine agitation électorale.

Photos Arnaud Danloux et Grégoire Dubost

MICHEL FROMENTOUX

La rupture qu'il nous faut

En entrant dans cette salle, vous vous êtes peut-être demandé entre vous : quoi de neuf cette année ? Voilà des décennies que nous nous retrouvons à ce banquet d'automne où nous disons qu'il faut renverser la république. Or nous allons encore vous le dire... Alors quoi de neuf ?

Eh bien, chers amis : tout simplement le discours que nous ne cessons de vous tenir !

Quoi de neuf ?

La preuve : les politologues découvrent que deux tiers des électeurs n'accordent aucune confiance aux partis politiques et à leurs discours redondants. Nous le savions : les soixante-huitards, les laïcistes, les idéologues qui nous gouvernent ou prétendent nous gouverner sont vieux, tellement ramollis qu'ils en sont à vouloir ramollir même la France en la vidant de son âme pour l'enfourner dans une Europe fourre-tout. Notre pays n'a même plus de diplomatie digne de ce nom. La classe médiatico-politique ne parle même plus de la France et des devoirs envers elle, et refuse de voir que les Français aspirent aujourd'hui à être reconnus comme Français dans une France qui ne soit pas un hall de gare.

Ce qui est neuf aujourd'hui c'est de parler de la nation française, de notre héritage, de notre communauté de destin qui nous fait être ce que nous sommes et qui est notre manière d'être au monde.

Ce qui est vivant et toujours neuf, c'est le libre épanouissement des nations enracinées dans l'histoire, avec chacune sa façon de s'élever à l'universel. La France républicaine en est incapable, elle

qui, n'ayant rien oublié ni rien appris depuis 1905, continue de s'enfermer dans un laïcisme qui n'est que vide spirituel et qui confine à l'apostasie. Je vous montrais l'an dernier, alors que les banlieues brûlaient — elles brûlent encore... —, qu'un vieux pays chrétien qui radote ainsi, qui rougit de sa propre histoire, qui joue à se repentir, qui semble n'avoir rien de grand à transmettre, est incapable de se faire respecter et aimer, donc de résoudre les problèmes que pose l'intégration d'une jeunesse mal dans sa peau.

Espérance

Et cette république sans Dieu garde dans son arsenal législatif des lois de perversion, telle la loi Veil qui découle d'une mentalité de vieux et de nantis se débarrassant par la pire des violences des êtres innocents qui paraissent gênants. Ou encore ces lois qu'au nom des Droits de l'Homme et de l'incessante dialectique entre l'individu et la société que véhiculent ces droits, réclament quelques minorités de morts-vivants qui n'ont aucun souci du renouvellement des générations... Et que dire de l'École, que l'égalitarisme officiel a laissé se clochardiser ? Et que dire d'une grande partie de l'épiscopat qui semble s'accommoder d'une religion réduite à une "opinion", selon la formule des Droits de l'Homme ?

Ce qui est neuf aujourd'hui, c'est pourtant un certain frémissement qui traverse le pays malgré le matraque médiatique. Ce qui est neuf,

ce sont les familles qui gardent assez d'espérance pour vouloir être nombreuses ; ce qui est neuf, c'est une vraie jeunesse, comme celle d'Action française, qui s'instruit des raisons d'aimer la France et des



Michel Fromentoux
secrétaire de rédaction
de L'A.F. 2000, directeur de l'Institut
d'Action française, vice-président
de l'Association de la Presse
monarchique et catholique

moyens de la sauvegarder en son être national séculaire ; ce qui est neuf, c'est la langue française qu'il faudra toujours défendre, c'est la méthode globale à la poubelle, c'est le retour de la grammaire, c'est aussi qu'un évêque veuille voir l'école catholique cesser d'adopter un profil bas ; et puis, ce qui est neuf aujourd'hui, c'est la Tradition catholique qui suscite des passions dans la presse ; ce qui est neuf, c'est la messe en latin, — cette messe en latin que Maurras plaçait au premier rang des « éléments primordiaux » ayant concouru — je cite Maurras — « à pétrir et à déter-

miner, bien au-delà des intelligences, nos imaginations, nos sensibilités, je vais jusqu'à dire : nos chairs ».

[...] Hélas, dans le carcan républicain, ces forces qui ne demandent qu'à se déployer à nouveau se sentent à l'étroit. Je puis vous affirmer que la monarchie, elle, ne suffirait certes pas à tout restaurer, mais qu'elle rendrait possible toute restauration. Elle permettrait le libre épanouissement des activités, non seulement politiques et économiques, mais aussi intellectuelles et même spirituelles. Cela pour au moins deux raisons.

Le cancer de l'électoratisme

Avec la monarchie, nous serions débarrassés de cette campagne électorale quasi permanente qui — et plus encore depuis que l'élection du chef de l'État a lieu tous les cinq ans ! — constitue la trame de la vie politique française. Voilà qui non seulement empêche d'inscrire de solides actions ou réformes dans la durée, mais aussi rabaisse toujours plus le débat politique au niveau du plus "consensuel", donc du moins original, du moins tranchant. L'électoratisme est comme un cancer ; rares sont les candidats osant mettre dans leur programme, quoi qu'en dise M. Sarkozy, des "ruptures" draconiennes de nature à ébranler les grands lobbies de l'argent, des médias, des avantages acquis, de la pensée unique, ou du sexe... Un pays livré tous les cinq ans aux humeurs populaires est un

pays qui n'avance pas, alors que la monarchie, avec la succession héréditaire toute naturelle par ordre de primogéniture, est indépendante au-dessus des féodalités et se prolonge comme le pays, disait Bossuet, « par les lois mêmes qui fondent le genre humain ».

Servir le Bien commun

En outre, la République qui, disait Anatole France, « gouverne mal mais se défend bien », excelle à faire croire que les libertés sont menacées par toutes autres valeurs que les "valeurs" républicaines, notamment les valeurs chrétiennes. Ce mensonge, qui relève de la confusion laïciste entre le temporel et un spirituel de pacotille, doit être anéanti. La monarchie, elle, n'ayant d'autre philosophie que de servir le bien commun au-dessus des modes et des lobbies, n'aurait pas besoin de se justifier par une idéologie, ni de pousser les autorités religieuses à se compromettre avec celle-ci. Elle serait libre dans ses fonctions d'intérêt national.

Oui, chers amis, c'est aujourd'hui la monarchie qui est une idée neuve, la "rupture" qu'il nous faut ! Les Français sentent plus ou moins confusément, quand ils accourent voir un film comme *The Queen*, combien la république, froide comme un cadavre, les prive d'un être de chair et de sang avec qui vibrer parce qu'en lui s'incarnerait de génération en génération la France ! Voilà ce qui est pour une nation source de vie. Vive le Roi !



GÉRARD BAUDIN Ne soyons pas des “voyageurs sans bagage”



Gérard Baudin
professeur de lettres classiques,
rédacteur à L'A.F. 2000

Je vais me permettre la fantaisie de donner à mon rapide exposé le titre d'une pièce de Jean Anouilh, *Le voyageur sans bagage*.

Les ennemis de l'Action française lui reprochent souvent de beaucoup parler de l'histoire et voudraient suggérer qu'elle préférerait parler du passé plutôt que d'agir dans le présent. Nous serions de vieilles perruques poudrées, ce qui est faux, mais ce qui serait toujours mieux que des bonnets phrygiens chiffonnés et mangés aux mites.

Connaître le passé...

Il est vrai que nous nous intéressons au réel et non aux nuées, il est vrai que nous ne croyons pas, nous, que si nos idées triomphaient demain, on raserait demain gratis dans le meilleur des mondes. Nous savons que, de toute façon, *on aura les conséquences* et qu'il faudra assumer le poids de ces conséquences dues aux inconséquences des idéologues et des démagogues

car on n'hérite pas de son pays sous bénéfice d'inventaire.

Oui, nous parlons d'histoire parce que nous savons les pesanteurs du passé ; oui, nous parlons d'histoire parce que celui qui prétend s'occuper de politique et qui la néglige ressemble à un médecin qui ne serait jamais allé à l'hôpital. Triste médecin, dangereux pour ses patients ! Je n'ai pas imaginé cette comparaison, elle est de Jacques Bainville qui écrivait en exergue des *Conséquences politiques de la paix* : « **on aura les conséquences** ». En s'appuyant sur les leçons de l'histoire il composa en son temps le plus prophétique des livres d'actualité politique qui annonçait dès 1920, et dans l'ordre où ils se déroulèrent, les événements qui menaient à la Deuxième Guerre mondiale. Continuant de citer l'Écclésiaste, il ajoutait : « **Celui qui creuse une fosse y tombe, celui qui rompt une haie, le serpent le mord.** »

Mais le libéral est un homme qui ignore la notion de cause et de conséquence. Il négligea les avertissements de Bainville, il continua

d'ignorer l'histoire et il vota comme un sot jusqu'à ce qu'il dût ranger sa carte d'électeur pour sortir sa feuille de mobilisation, et dans quelles conditions, hélas pour notre pays ! C'est pourquoi, quand il est aux affaires, l'homme politique sorti des urnes tombe dans la fosse qu'il a creusée, c'est pourquoi, quand il est aux affaires, le serpent le mord, soit qu'il bouscule l'équilibre européen au mépris de toute tradition comme la Convention ou l'Empereur, même s'il s'appelle Napoléon le Grand,

soit qu'il abîme d'un sabre malhable et mal aiguisé les haies des nationalités comme le neveu de son oncle, Napoléon le Petit, soit encore qu'il désarme béatement devant les dangers comme le firent les républiques qui suivirent et qui hélas perdurent.

Les républicains d'aujourd'hui suivent encore, la persévérance dans l'erreur catastrophique étant l'unique tradition du système.

... pour aborder l'avenir

Pourquoi ai-je voulu appeler ce propos *Le Voyageur sans bagage* ? Parce que c'est la meilleure définition qu'on puisse donner de l'*homo democraticus* contemporain, forme dégénérée de l'*homo sapiens*. Son prédécesseur moscoutaire nous cornait aux oreilles : « **Du passé faisons table rase** », il veut, lui, pour se lancer plus librement, plus insolument dans un avenir hasardeux et idéologique, éradiquer notre patrimoine moral, religieux, culturel, politique et historique. L'école d'au-

jourd'hui, de la maternelle à l'université, s'applique à jeter dans la vie de jeunes “voyageurs sans bagage” qui ne craindront pas les folies qu'on leur proposera parce qu'ils ignoreront que ces mêmes folies, hier, furent mortelles.

Mes chers amis, l'histoire en général, l'histoire de notre mouvement, l'histoire de nos idées nourrissent notre esprit pour aborder l'avenir avec lucidité. Certains royalistes, ils ne sont pas d'AF, rêvent de chasses à Chambord et de réceptions dans la Galerie des Glaces ; ils voudraient remplacer les parachutistes par des gardes-françaises, le porte-avion par un vaisseau de haut-bord et ils répètent la messe du Sacre de Charles X ; laissons-les à leurs doux rêves passésistes ; la politique n'est pas pour eux. D'autres, qui croient faire de la politique, vivent le nez sur l'événement, sans analyse, sans recul. Ils bourdonnent entre le *Figaro*, le *Monde* et Internet comme une mouche entre la fenêtre close et le miroir et prennent même au sérieux les bêlements rousseauistes d'une candidate aux élections. Nous, formés à l'empirisme organisateur, nous savons qu'on ne peut opposer le passé au présent, sinon au détriment de l'avenir. Entrer dans l'avenir est un voyage, on n'en fait pas de sérieux sans de sérieux bagages.



Houchang Nahavandi
ancien recteur des universités
de Shiraz et de Téhéran,
ancien ministre du shah d'Iran

[...] Ces deux ou trois dernières fois j'avais consacré mes interventions lors de nos banquets à la menace islamiste, cette prise en otage d'une grande religion par une idéologie extrémiste, violente, voire terroriste.

HOUCHANG NAHAVANDI Extrême urgence internationale

J'ai fait peut-être sourire quelques-uns. Histoire du chat échaudé...

Malheureusement, ces craintes que je n'étais pas le seul à exprimer se révèlent même en deçà de la réalité d'aujourd'hui. Le feu qui a été allumé à Neauphle-le-Château, devient aujourd'hui planétaire. Il menace les pays musulmans modérés et modernisateurs, mais aussi d'autres, bien d'autres surtout en Europe occidentale. Les États-Unis, qui se croyaient à l'abri et ont encouragé ce mouvement pour diverses raisons, ne sont

plus épargnés, le 11 septembre l'a montré.

Le Proche et le Moyen-Orient sont devenus une véritable poudrière. La Palestine, le Liban, l'Irak martyr, l'Afghanistan que l'on croyait débarrassé et qui fournit grâce aux islamistes et à leur réseau international 90 % de la drogue consommée en Europe.

Il est temps qu'au delà des gesticulations politiciennes, on réagisse car un embrasement général de l'autre côté de la Méditerranée n'y restera pas confiné. Surtout avec la menace nucléaire qui se profile à l'horizon.

L'opinion devrait se mobiliser avant tout pour soutenir les pays tels que la Tunisie, le Maroc, l'Égypte qui tentent de lutter contre cette menace.

Halte à l'angélisme

Il faudrait aussi œuvrer pour résoudre le problème palestinien, donner à ce peuple le droit d'avoir une patrie, la dignité, et établir une paix véritable entre la Palestine indépendante et son voisin Israël qui a aussi droit à la sécurité de ses frontières et à la tranquillité de ses habitants.

Le fiasco irakien et l'immense tragédie que vit actuellement ce pays, la résurgence de l'insurrection des taliban en Afghanis-

tan, la menace nucléaire d'un régime totalitaire installé à Téhéran, ont des issues avant tout politiques. Mais l'extrême urgence s'impose.

L'immobilisme, l'angélisme, les bavardages sans fin n'ont jamais abouti à autre chose qu'à des catastrophes face à de telles crises.

La mobilisation de tous ceux qui pensent clair et marchent droit, que cela soit en France ou ailleurs, pourrait changer la donne.

Nous sommes réveillés et conscients, mais il faut réveiller les autres. Réagir et agir. Le danger n'est pas lointain. Il ne sert à rien de le minimiser. La réalité nous réveillera, mais peut-être trop tard.

[...] Je vais établir un parallèle entre un fait qui s'est passé il y a un peu plus de cinq siècles à Constantinople, au mois de mai 1453, et ce qui se passe aujourd'hui au Kosovo.

Vous allez me dire : nous sommes aujourd'hui au banquet de l'Action française, c'est de la France qu'il s'agit. Mais c'est de l'avenir proche de la France qu'il s'agit lorsqu'on parle des Balkans, du Kosovo, des limites orientales de l'Europe.

Que s'est-il passé le 29 mai 1453 à Constantinople ? Les chrétiens d'Orient étaient regroupés dans la basilique Sainte-Sophie, et Constantinople était encerclée par les troupes du sultan Mehmet II, et ces malheureux chrétiens d'Orient attendaient le secours des chrétiens d'Occident ; ils s'attendaient à voir les troupes de Venise, les troupes du Pape, venir à leur secours pour des-

serrer l'étau. Eh bien non, malheureusement, ils avaient beau scruter la mer, personne n'est venu à leur secours, et Constantinople est tombée et a été livrée au saccage par les troupes turques ; Sainte-Sophie est devenue une mosquée, puis un musée.

Aujourd'hui, c'est ce qui se passe au Kosovo : les puissances occidentales, et les États-Unis en tête, sont en train d'arracher le Kosovo, qui est le berceau de la Serbie, pour le donner aux Albanais. Alors on a évoqué l'administration de M. Bush et des Républicains, mais je tiens à signaler que l'administration des Démocrates de M. Clinton a été encore pire, et que Madeleine Albright et toute l'administration démocrate ont bombardé la Serbie. C'est leur responsabilité si on en est là aujourd'hui dans les Balkans.

PATRICK BARRIOT Le drame de la Serbie

Il ne faut pas se faire d'illusions : dans quelques semaines le Kosovo va être indépendant, c'est-à-dire qu'il va être donné aux Albanais. On arrache donc le berceau de la Serbie, et on voit se constituer une pénétration islamique en Europe, qui part de l'Albanie, qui passe par Pristina et le Kosovo, et qui va jusqu'à Sarajevo, donc la Bosnie musulmane.

Indifférence générale

C'est extrêmement dangereux : tout le trafic de drogue, de proxénétisme et d'armes passe par là, et

c'est vraiment terrible de voir que la nation serbe va être “dépatriée” par les puissances occidentales, et en particulier par les États-Unis.

Malheureusement, cela se passe dans l'indifférence générale, personne ne se rend compte de ce drame terrible, qui laisse prévoir le même sort pour la France dans quelques décennies, peut-être même dans quelques années.

Je le redis : on a laissé arracher le berceau de la nation serbe à la Serbie, c'est maintenant un fait avéré même si on peut jouer sur les mots, mais on peut considérer que c'est fait ; on n'a pas respecté nos alliances historiques avec la Serbie, c'est un drame,



Le colonel Patrick Barriot
médecin réanimateur,
ancien médecin-chef des unités
d'intervention de la sécurité civile
et ancien conseiller médical
du directeur de la sécurité civile

et j'espère que parmi vous, quand même, des gens ne l'oublieront pas.



[...] La république n'existe plus. Et c'est d'ailleurs ce qui rend tout possible, à mon avis. Nous ne sommes plus en république au sens de Jean Bodin, au sens de la *res publica*. Ses cadres ont complètement filé, et quand on me demande ce que je pense de l'élection présidentielle, je réponds invariablement que pour que la question ait le moindre intérêt, encore faudrait-il qu'il y ait une république, qu'il y ait un État, qu'il y ait une souveraineté, et qu'il y ait un peuple français !

[...] Je critiquerai sur un point le général De Gaulle, qui a ouvert un de ses ouvrages, *Le fil de l'épée*, par cette phrase : « **Au commencement était l'action** ». Je me permettrai de mettre la charrue avant les boeufs. Non, au commencement, selon la parole biblique, n'était pas l'action ; au commencement était, est et sera toujours *le Verbe*.

Le Verbe

Je crois véritablement que le Verbe est le socle indispensable de toute existence, non pas simplement d'ailleurs de la France, mais de l'être français. La langue est bien plus que le patrimoine ; c'est *l'être* français qui se joue dans la langue, l'être même au sens platonicien de l'essence.

On pourrait décliner toute l'histoire de France comme organisée autour de la revendication de la langue depuis les Serments de Strasbourg, les plus vieux textes que nous ayons en langue française (842).

[...] En 842, Louis le Germanique et Charles, les fils puînés

de Louis le Pieux, fils de Charlemagne, se rencontrent à Strasbourg pour se promettre aide et assistance contre Lothaire, le fils aîné qui prétend récupérer l'ensemble de l'Empire du grand-père Charlemagne. Dès le jour de cette alliance, la langue française porte le combat contre l'Empire. Ce qui est très frappant c'est que les deux frères puînés se prêtent serment d'aide et d'assistance contre le frère aîné, chacun dans la langue de l'autre, c'est-à-dire que Charles parle une langue tudesque, et Louis lui répond dans ce qui est en train de devenir, se détachant très lentement du latin, la langue française.

On pourrait encore décliner toute la politique de nos rois qui ont fait la France, qui ont toujours eu le souci de la langue — on pense bien entendu à l'ordonnance de Villers-Cotterêts de François 1^{er}, qui fait du français la langue unificatrice du royaume, contre le latin qui était la langue des clercs. Il faudrait aussi aujourd'hui arriver à laïciser la langue des "clercs", c'est toujours une entreprise à reprendre, et la république a l'air d'en être bien incapable... François 1^{er} l'a fait. Charles V, avant lui, avait repris le pouvoir à Paris contre Étienne Marcel en haranguant la foule des Halles en langue française : déjà la langue était un instrument de pouvoir et l'on di-

PAUL-MARIE COÛTEAUX Être et parler français



Paul-Marie Coûteaux
député français
au Parlement européen
auteur d'*Être et parler français*
(Perrin, 2006)

sait qu'il n'était point de royaume pensable quand tous les sujets n'avaient point la même « **parlure** ».

[...] La France est essentiellement une nation politique et littéraire ; un des archétypes d'ailleurs est l'Académie française, créée par Richelieu au XVII^e siècle, environ un siècle après l'ordonnance de Villers-Cotterêts, et il est très frappant que les élus à l'Académie française s'appellent des "Immortels", comme si la langue accordait une sorte de sacralité particulière à celui qui en était dépositaire. Cela est significatif de la complexion particulière de la civilisation française, et je crois que tant que la

langue vivra, tant que nous nous attacherons à la faire vivre, à la parler, à la bien parler et à la bien écrire, eh bien je crois que la France maintiendra toujours un socle.

La nationalité

[...] Alors, c'est *l'être* français qui est en péril ; je ne comprends pas par exemple comment, à la différence de bien d'autres pays, le fait de parler français ne soit pas une condition d'acquisition de la nationalité. Il faut dénoncer ce scandale : il est inadmissible que l'on puisse acquérir la nationalité française sans même passer un examen de langue. Quand je m'en suis inquiété auprès d'un responsable important du ministère de l'Intérieur, il m'a répondu qu'il faudrait l'aide du ministère de l'Éducation nationale — ministère qu'en plaisantant j'appelle plutôt le "ministère de l'éradication nationale", ce qui est plus conforme hélas à sa fonction actuelle et à une espèce de complot général des professeurs, dont certains refusent de transmettre la langue parce qu'elle est la langue des rois ! [...]

Il n'y a pas que la France qui a pour mère le français : il y a chacun de nous, chaque Français... Au commencement de

nos vies aussi était le verbe, et la parole biblique est là aussi très vraie : la première chose qui relie l'être qui est encore à naître avec le monde c'est la voix de sa mère ; la langue maternelle est irremplaçable. La langue est bien autre chose qu'un instrument de communication : ne faisons pas dans cette espèce de folie communicante qui affole les trois quarts de nos contemporains, mais faisons de la langue un instrument de *l'être*.

Langue maternelle

Le retour aujourd'hui de la grammaire par exemple, le retour de la conscience de soi qui passe par le retour de la langue et l'application à bien parler, et, à l'inverse, la destruction de la langue par ceux qui veulent détruire la France, tout prouve que la question de la langue est tout à fait centrale, à la fois dans la politique française et pour chacun de nous. Nous avons d'abord comme instrument la langue, nous sommes d'abord une langue, et de ce point de vue là nous sommes et nous serons toujours français car nous parlons et nous parlerons toujours français !

ÉLIE HATEM

La démocratie tue le Liban

[...] L'actualité internationale ne doit jamais nous laisser indifférents, surtout quand les intérêts français sont menacés dans le monde, notamment au Proche et au Moyen-Orient, et en particulier au Liban, par les manigances américano-sionistes.

L'administration américaine de M. Bush — et nous avons été les premiers à dénoncer cette déstabilisation du Proche et du Moyen-Orient depuis l'occupation de l'Irak — a pour objectif non seulement la mainmise sur le pétrole, mais aussi la réalisation d'un projet partitionniste (c'est le fameux plan Kissinger, du nom de l'ancien secrétaire d'État américain) et ce projet vise à la destruction, je dirai même à la régression politique, économique, sociale et culturelle du Liban, et surtout à l'éclatement des modèles des régimes nationalistes, pour instaurer des mini-États confessionnels démocratiques à l'instar d'Israël. [...]

En Palestine, c'est Israël qui a créé le Hamas, et qui l'a encouragé pour islamiser la cause palestinienne longtemps conduite par des chrétiens et des gens modérés.

Pour parvenir à leur objectif destructeur d'éclatement des sociétés et pour arriver, selon le langage "politiquement correct", à la création du "Grand Moyen-

Orient" ou à l'établissement d'un Nouvel Ordre mondial, l'internationale américano-sioniste a toujours recours à un même procédé, à la poudre aux yeux, et à la fameuse notion de la démocratie. Alors, on nous parle de la démocratisation du Moyen-Orient !

"Grand Moyen Orient"

[...] Cette notion est redéfinie, et on entend aujourd'hui par "régimes démocratiques" ceux qui sont inféodés aux États-Unis, qui obéissent à l'administration américaine et qui servent les intérêts américains dans le monde. C'est de cette manière que le régime de Khadafi, qui était considéré comme un des régimes les plus despotiques, comme un régime terroriste, est devenu aujourd'hui un modèle à suivre dès qu'il s'est rallié à l'administration américaine et qu'il s'est mis à servir les intérêts américains...

Contrairement à ce que les médias et le lobby sioniste veulent nous faire croire, la démocratisation du Moyen-Orient n'est



Élie Hatem
avocat international
inscrit au barreau de Paris

qu'un moyen pour parvenir à son éclatement ; après la "libanisation" de l'Irak, on veut aujourd'hui parvenir à une "irakisation" du Liban, qui, hélas, paye encore une fois le prix de cette politique, je dirai de cette aventure expérimentale de M. Bush qui, comme vous le savez, est responsable de près d'un million de morts et qui devrait être passible de poursuites pour crime de guerre et crime contre l'humanité.

Éclatement

L'été dernier, M. Bush a donné l'ordre à l'armée israélienne de s'attaquer militairement au Liban, pour détruire son infrastructure et son économie, mais aussi pour commettre des massacres odieux (nous nous souvenons tous de l'extermination de la ville de Cana dans le sud du Liban), et tout cela sous prétexte de répondre à l'enlèvement de deux soldats israéliens.

Cette justification, ce *casus belli*, était un prétexte fallacieux, car Israël a toujours eu des visées sur le Liban ! Rappelons-nous : en 1958, en 1972, en 1977, en 1979 et en 1982, Israël intervint militairement au Liban, alors que le Hezbollah n'existait pas encore.

Après cette intervention militaire pour détruire physiquement et économiquement le Liban, une série d'attentats scrupuleusement organisés et préparés par les services secrets qui existent encore au pays des cèdres, a visé récemment des dirigeants politiques de différents courants et de différentes

communautés pour créer de nouveau une guerre civile.

Le dernier assassinat est celui de Pierre Gemayel, un ami d'enfance, à la mémoire de qui je rends hommage aujourd'hui, et dont le père, Amine Gemayel, a été l'invité d'honneur au banquet de l'Action française en 1992.

L'intérêt de la France

Non seulement le Liban est visé par ce complot, mais aussi la France et ses intérêts au Proche-Orient ; nous voyons comment nos soldats qui participent à la force des Nations-Unies sont attaqués d'une manière flagrante et inadmissible par l'armée israélienne.

Le pire, c'est que certains de nos dirigeants, comme M. Sarkozy, au lieu de servir nos intérêts nationaux, se rangent du côté des Américano-sionistes. Ne nous attendons pas à grand chose de la part de nos dirigeants républicains, ni de la république en général et de ses jeux électoraux. [...]

Notre espoir, notre combat, c'est le roi ! vive l'Action française, vive la France, vive le roi !



Présents

Outre les personnes citées dans ce compte rendu, nous avons noté, parmi de nombreux amis, la présence de :

le général (c.r.) Jacques le Groignec, le comte de Monspey, le comte et la comtesse d'Elbée, M^{me} Yvonne Peyrerol, Stéphane Blanchonnet, vice-président du Centre royaliste d'Action française, François Leger, l'historien René Pillorget, André Pertuzio, M^{me} Germaine Benech, André du Temple,

M^e et M^{me} Olivier Krafft, Didier Béoutis, conseiller du XIII^e arrondissement de Paris, le professeur Jean Foyard, M. et M^{me} Gérard Frémot, M. et M^{me} Louis Pozzo di Borgo, M^{me} Michelle Pétain,

M. et M^{me} Denis About, M. et M^{me} Bernard Bonnaves, M. et M^{me} Hervé Véron, le comte et la comtesse Bertrand de Reviers, Marc Van de Sande, Anne Jacquemin, M. et M^{me} Claude Baudart, l'écrivain Henri Peter, Jean-Luc Bailleul, Pierre Hervieux,

les rédacteurs de L'AF 2000 : Grégoire Dubost, le professeur Georges Ferrière, Pierre Lafarge, Aristide Leucate, Pierre Bonnefont, Guy C. Menusier, l'historien Pierre Hillard, Max Jalade, Joseph Santa-Croce, le dessinateur Ignace, M^{lle} Monique Lainé, M^{lle} Marie-Gabrielle Pujo, M. et M^{me} Jacques Dalibert, M^{lle} Marie-Suzanne de Benque d'Agut, M^{me} Geneviève Castelluccio, Philippe Castelluccio, Giovanni Castelluccio, M^{me} Marguerite-Marie Brun., M. et M^{me} Arnaud Danloux-Dumesnils, M^{lle} Marie-Joséphine Faure, etc.

Excusés

S.A.R. le prince Charles-Philippe d'Orléans, duc d'Anjou, S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme,

M^{me} Vladimir Volkoff, Pierre Chaumeil, président d'honneur de l'Association professionnelle de la Presse monarchique et catholique, le général Pierre-Marie Galois,

le professeur et M^{me} Jacques Bentegeat,

M^{lle} Annie Paul, M^{lle} Anne-Marie Tranié, Yves Amiot, écrivain, Luc Beyer de Rike, député honoraire au Parlement européen, M^e Michel Pierchon, le baron Xavier de Lassus Saint Geniès, le bâtonnier Gérard de Gubernatis, M. Chahpour Sadlet, président du Mémorial des Rois, M. et M^{me} François-Marie Aigoud, M^e Thierry Bouclier, le Dr et M^{me} Robert Daffos, M^e et M^{me} Lussan, M. Jean-Pierre La-fosse, etc.

[...] L'environnement est-il le dernier gadget électoral à la mode ? En tout cas, on peut constater l'empressement des politiques autour de Nicolas Hulot, un empressement qui peut préfigurer un étouffement comme savent si bien le faire ces mêmes politiques...

Or, l'environnement, c'est beaucoup mieux que cela, c'est la vie même de notre planète, de nos sociétés, de nos proches.



Jean-Philippe Chauvin
professeur d'histoire

Il est logique que les royalistes se sentent plus que concernés, puisque nous pensons, non seulement en termes de présent ou d'immédiateté, de passé et d'histoire, mais aussi en termes d'avenir, de cet "avenir que tout esprit bien né souhaite à sa patrie" et, au-delà, à nos propres successeurs.

La vraie tradition

Car nous pensons au-delà de nous-mêmes, soucieux de transmettre aux générations prochaines un patrimoine que nous espérons enrichir d'expériences et de bienfaits...

[...] Comme le disait si bien tout à l'heure Paul-Marie Coûteaux, la république est morte, mais nous subissons les ravages de son cadavre, qui, lui, n'est pas encore détruit. À cinq mois des présidentielles, nous nous retrouvons face à un bien triste choix, super-sarko d'un côté, ségo-vide de l'autre; c'est fait, Georges Orwell a vu juste.

Alors que le pouvoir s'échappe de la France vers Bruxelles, puis de Bruxelles vers le FMI, l'OMC, l'OCDE, c'est le vide.

La nation, seule protectrice des plus faibles, n'intéresse plus grand monde. Les libertés bafouées, l'endoctrinement médiatique, l'éducation tronquée, la France n'a jamais eu autant besoin de nous, l'Action française.

Formation militante

Depuis plus de cent ans, les jeunes d'AF contribuent à défendre la France, à défendre l'intérêt général. Depuis le banquet de l'année dernière, beaucoup de choses ont été réalisées, beaucoup de combats ont été gagnés, beaucoup d'échecs subis également, qui nous ont apporté un enseignement, une formation militante. À la fois la crise dans les banlieues, la crise du CPE, une année politique agitée,

JEAN-PHILIPPE CHAUVIN L'écologie est monarchique

Si l'on en regarde la définition littérale, nous sommes des "traditionalistes politiques" et donc, à ce titre, respectueux de ce qui est nécessaire, et critiques, fortement et forcément critiques, de ce qui nous détruit, même dans le confort et dans la "joie" ludique de la "consommation à outrance".

Deux formules de Maurras peuvent à merveille résumer notre pensée de la transmission : la première, « **Maintenir, c'est créer** », c'est-à-dire préserver l'environnement sans en faire un musée (qui est la fossilisation de la vie) pour permettre la vie dans de bonnes conditions des générations futures et leur expression propre, leur épanouissement dans les formes qu'ils contribueront à créer, qu'ils pourront assumer...

La seconde, « **La vraie tradition est critique** », c'est-à-dire remettre en cause les principes de l'actuelle société de consommation qui "consume" ce qui a mis des millions d'années à se faire (pétrole, gaz, etc.), et qui détruit ce qui a mis des siècles à se forger (l'État, la nation, les traditions culturelles ou gastronomiques, le savoir-vivre et le mieux-vivre des générations qui se suivent sur notre terre, etc.).

Nous n'avons pas attendu les "Verts" pour savoir et dire qu'il ne fallait pas gaspiller le capital amassé au fil des siècles, qu'il ne fallait pas "enfumer" nos contemporains. Déjà, dans les années 1880, la revue satirique royaliste *Le Triboulet* s'inquiétait des ravages

de la pollution liée à une industrialisation anarchique et l'écrivain Paul Bourget, au début du XX^e siècle, y consacrait des phrases terribles dans son récit d'un voyage en Angleterre. Maurras lui-même, dans les années 1950, s'en prenait à l'industrialisation sauvage des bords de l'étang de Berre. Que dirait-il s'il revenait !

Pour un État durable

Royalistes, nous inscrivons notre combat dans le temps long de l'histoire et du politique. Nous regardons au-delà des élections et des locataires de passage à l'Élysée.

Soyons clairs : aujourd'hui, pour incarner la véritable écologie, ce que l'on appelle parfois le "développement durable" (même si le terme reste ambigu), encore faut-il un "État durable", un État qui s'inscrive dans la durée, dans le long terme ; un État qui s'enracine dans la vie et la suite des générations.

Or, par essence, la Monarchie héréditaire c'est la suite même des générations à la magistrature suprême, c'est l'enracinement dans la longue durée.

Le Roi n'est que le maillon d'une longue chaîne humaine, fils de roi et père de roi : d'ailleurs, n'est-ce pas le plus naturel, le plus respectueux des cycles humains naturels, que cette transmission

ininterrompue de père en fils ? Cela impose des devoirs au roi régnant, dont celui de préserver l'héritage, voire de l'améliorer... Il n'est pas indifférent de constater que le seul chef d'État, à ce jour, à s'être rendu pour un voyage d'étude sur le réchauffement climatique au Pôle Nord, est un souverain, le prince Albert II de Monaco, et qu'il avait été précédé par un autre prince, en attente de trône, le prince Jean de France, duc de Vendôme, actuel Dauphin.

Vers une société de sobriété

Quand la démocratie électorale promet le "toujours plus" pour gagner quelques places à brève échéance, qui prendra le risque, en particulier de l'impopularité (fût-elle passagère), pour mettre en place de vraies mesures écologiques dans notre pays, en particulier orientées vers une "société de sobriété" ?

Le Roi, lui, n'a pas à promettre, il doit agir, tenir et maintenir ce qui est et ce qui doit être par delà les élections et les discours, au nom des générations qui viennent.

L'arbre de saint Louis n'est pas seulement celui de la justice, il est aussi le symbole même de cette vie qu'il s'agit de transmettre.

Bien sûr, le sceptre n'est pas une "baguette magique", mais instaurer la monarchie en France, c'est donner un signal fort au monde et faire de notre pays un exemple — pourquoi pas un modèle ? — pour peser sur les décisions environnementales mondiales...

Pour que vive la vie, vive le Roi ! »

THIBAUT PIERRE La résistance royaliste

une année de vide des idées, un désengagement de la jeunesse française à l'égard de la politique. À l'Action française nous avons su, par notre énergie, par notre fougue, par notre insolence, continuer à recruter. Trois meetings ont été particulièrement réussis avec des salles combles dans Paris : le recrutement a été continu par des campagnes de tracts et de collages ; la vente du journal à la criée continue, toujours dans la tradition des camelots du Roi.

L'Action française étudiante se porte bien et le fait savoir : une équipe de cadres s'est créée depuis l'année dernière, qui a la capacité d'agir efficacement, qui apporte une formation doctrinale poussée : lors du Camp Maxime Real del Sarte, cet été, une soixante d'étudiants étaient présents pour se former pendant une quinzaine de jours, au château de Lignières, aimablement accueillis par S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme

En province, l'Action française étudiante fait parler d'elle : elle est présente dans un grand nombre de villes, de nouvelles sections ont

vu le jour. Les Français sont dépolitisés, disait-on, mais la force de l'Action française à l'heure actuelle, si nous sommes moins nombreux effectivement que dans les années trente, c'est que nous sommes plus nombreux que les autres, et cela s'ajoute à une formation politique efficace et à une envie d'agir !

Mais il nous manque à l'heure actuelle plusieurs choses : de l'argent, des cadres plus âgés, ayant déjà un peu plus de bouteille, des gens qui puissent donner de leur temps, et encadrer tous ces jeunes qui arrivent, qui sont là pour se former.

Relevez la tête

Il nous faut travailler avec acharnement pour la France, pour l'intérêt général, pour la monarchie. C'est être conscient de la réalité politique. Il ne s'agit pas de se congratuler, il s'agit d'agir, c'est un devoir envers nos enfants et nos aînés ; il faut œuvrer pour la France, et donc pour le Roi, pour cela il faut concentrer toutes nos

forces. Il ne s'agit pas de soutenir par la pensée, il faut combattre, combattre la république, la démocratie, le totalitarisme, la démocratie, le politiquement-correct, les ennemis de la France.

Pour cela nous ne serons pas trop de nous tous, nous tous ici



Thibaut Pierre
secrétaire général
des Étudiants d'Action française

présents. Engagez-vous de toute votre fougue dans la résistance royaliste, incarnée depuis plus de cent ans par l'Action française et, toujours pour la France et pour le Roi, relevez la tête, transpirez l'espoir et le royalisme ! La France a besoin de vous !

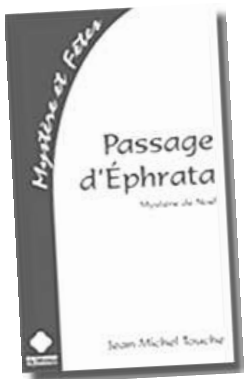
Contes de Noël pour petits et grands

Le temps n'est pas si éloigné où, en attendant la messe de minuit, il était d'usage, au lieu de regarder quelque insanité télévisuelle, de lire ou raconter un conte inspiré de la Nativité. S'il est toujours loisible de renouer avec cette tradition et de reprendre *Les trois messes basses* d'Alphonse Daudet, le *Noël chouan* de G. Lenôtre, ou *Le Saint-Esprit de Monsieur de Vaintimille*, de La Varende, l'on trouve aussi des auteurs plus récents pour s'essayer au genre. Avec plus ou moins de bonheur.

Mystérieux "Père Noël"

L'abbaye Saint-Wandrille s'est lancée dans l'édition après avoir découvert, chez les jeunes re-traitants, une méconnaissance inquiétante des dogmes catholiques. Il fallait en urgence proposer à ces jeunes adultes en général peu adeptes de la lecture des récits simples et attrayants susceptibles de leur transmettre sans les ennuyer le savoir religieux qui leur faisait défaut. De ce besoin est née la collection *Mystères et fêtes*, riche déjà de plusieurs titres. En cet Avent, il est bon de signaler dans cette série le roman de Jean-Michel Touche, *Passage d'Éphrata*.

À quelques jours de Noël, la clientèle d'un grand magasin parisien est le témoin impuissant du drame qui se joue sur le toit de l'établissement. En voulant retenir un désespéré prêt à se jeter dans le vide, un "Père Noël" tombe et se tue. Horrible tragédie, qui devient déconcertante pour le commissaire Maritti lorsqu'il constate que le corps de la victime s'est évaporé en touchant le sol. D'ailleurs, qui était ce vieux bonhomme, familier des boulevards en ces périodes de fêtes,



qui venait depuis des années se faire photographier par son frère en compagnie d'enfants ? Et quel trucage bizarre utilisait-il pour que ses petits modèles semblent voir derrière les vitrines illuminées une réalité invisible qui les transportait d'aise ? Pour Maritti et sa famille, l'incursion dans le mystérieux passage d'Éphrata conduira à se souvenir que Noël n'a pas grand-chose à voir avec les illuminations, les cadeaux et les repas fins.

C'est émouvant, et profond. Dans la même série, et pour porter un autre regard sur le 1^{er}

janvier, il faudra lire avec profit un joli livre du grand spécialiste marial qu'est Roger Bichelberger, *La Première en chemin*, belle évocation du mystère de l'Incarnation et de la Nativité, et des privilèges de Notre-Dame, tels qu'un moine les explique à deux jeunes gens venus passer le Jour de l'An dans une abbaye cistercienne.

Pacte avec le diable

Louis Fontaine avait déjà publié voilà quelques années une série de *Contes de Noël*. Il leur donne aujourd'hui, aux toutes jeunes éditions Via Romana, une suite spécialement réussie, pleine de piété et de fraîcheur, qui renoue avec toutes les traditions du genre, promenant le lecteur à travers nos provinces en diverses époques.



Le Moulin d'Enfer, qui ouvre le recueil, est une classique affaire de pacte avec le diable, conclu par un pauvre papetier repu de malheurs, mais qui sera déjoué par l'innocence de son commis sourd-muet. *Noël à l'abbaye* est une ravissante adaptation du célèbre *Jongleur de Notre-Dame*, sûrement plus accessible à nos contemporains que le fabliau médiéval d'origine. Suivent les histoires d'un captif des Barbaresques libéré par le futur amiral de Tourville, celle d'un soldat de Turenne qui trouva l'amour au sanctuaire de Sainte-Anne de Jungholtz ; celle du faux-saunier qui perdit sa cargaison et renoua avec l'honnêteté, ou le très beau *L'étrange angélus de Noël*, où les cloches d'une église obtiennent du Ciel de s'ébranler spontanément afin de sauver un clochard qui mourait de froid.

Rien de mièvre ni de facile dans ces histoires, mais elles dispensent toutes une haute moralité, et redisent l'espérance de la Nuit Sainte. Les illustrations, très réussies, sont de Daniel Lordey.

Époque victorienne

Les Anglo-Saxons ont, pour leur part, une autre tradition de Noël, plus déconcertante, qui prend le 25 décembre pour cadre d'un mystère criminel. Tous les grands auteurs du genre sont alors ponctuellement mis à contri-

bution, avec plus ou moins de talent et d'inspiration ; avec, aussi, plus ou moins de spiritualité.

Si la catholique Mary Higgins Clark propose des nouvelles, voire de petits romans quasiment édifiants, parfois jusqu'à la nausée, d'autres auteurs prennent un plaisir visible à désacraliser la fête. Anne Perry, pour sa part, a opté pour une voie médiane. En se gardant de toute allusion trop directe à l'aspect religieux et chrétien, elle propose à ses lecteurs des récits moralisants se déroulant à l'époque victorienne, dont elle est spécialiste. On ne sait trop si elle se livre là à une sorte de pastiche, ou se montre sincère.

Pourquoi Gwendolen Kilmer s'est-elle donnée la mort lors d'un séjour chez des amis à l'occasion des fêtes ? Jeune veuve assez joyeuse, elle comptait sur un prochain remariage, peut-être remis en cause par la perfide remarque d'une autre invitée, Isabel Alvie. Considérée comme responsable de ce suicide par toutes les personnes présentes, M^{rs} Alvie se voit placée devant un pénible marché : être définitivement exclue de la bonne société ou accepter d'aller raconter toute l'affaire, sans omettre son intervention, à la mère de la défunte, et se soumettre à sa sentence... Une épreuve assez redoutable en ces années 1850 où atteindre les Hautes Terres d'Écosse en plein hiver est une véritable expédition. Telle est l'intrigue, laborieuse et passablement naïve, de *La disparue de Noël*.

Le Voyageur de Noël est un peu moins décevant. Invité à passer le réveillon chez sa filleule, M^{rs} Dreghorn, Henry Rathbone tombe en plein drame. L'époux de la jeune femme s'est tué accidentellement quelques jours plus tôt, alors que ce magistrat respecté était sous le coup d'une accusation grave : il aurait fait envoyer un homme en prison pour s'emparer de sa propriété. Un crime dont Judah Dreghorn semblait incapable de l'avis de ceux qui le connaissaient. Le parain a bien peu de temps pour laver la mémoire du mort, élucider les troubles circonstances de son décès, et sauver la fortune de la veuve et de l'orphelin.

À défaut de génie, l'affaire est d'une exemplaire moralité. Presque trop...

Anne BERNET

* **Jean-Michel Touche** : *Passage d'Éphrata*, Éditions de Fontenelle, 120 p., 9 euros (59 F).

* **Roger Bichelberger** : *La première en chemin*, Éditions de Fontenelle, 120 p., 9 euros (59 F).

* **Louis Fontaine** : *Contes de Noël de tous les temps*, Via Romana (5, rue du maréchal Joffre, 78000 Versailles), 220 p., 15 euros (98,39 F)

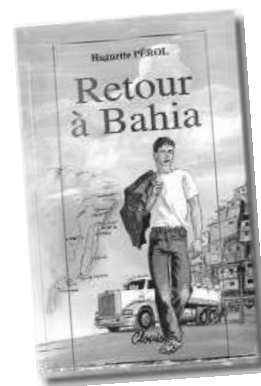
* **Anne Perry** : *La disparue de Noël*, Le voyageur de Noël, 10-18, 125 et 150 p., 5,79 euros (38 F).

Sous le soleil d'Amérique latine

Cette année les éditions Clovis tournent les regards des jeunes lecteurs vers l'Amérique du sud.

Brésiliens...

D'abord le fascinant Brésil, pourtant pays de tous les dangers. Les lecteurs de douze ans se sentiront vite pris de pitié puis d'admiration pour Ronaldo, quinze ans, dont les veines ruissellent à la fois du sang des tribus indiennes de la grande forêt, de celui des conquistadores portugais et de celui des compagnons français de Duguay-Trouin.



L'auteur, Huguette Pérol, épouse du regretté Gilbert Pérol, ambassadeur de France, est déjà connue pour de vraies petites merveilles, dont *Le grand Déplacement* (éd. Clovis) qui lui valut le prix Saint-Exupéry Valeurs jeunesse. Avec elle, on est sûr de connaître un charmant dépaysement.

Nous rencontrons donc Ronaldo au lendemain du carnaval, désarmé par la mort de sa mère avec laquelle il vivait à Baya dans un quartier très pauvre et dans une joyeuse insouciance. Le coup est rude pour l'adolescent qui ne rêve que de retrouver un jour son père parti avant sa naissance chercher de l'or en Amazonie. Placé quelque temps chez un riche et louche personnage qu'il devra fuir pour ne pas tomber dans un piège sordide, mais dont la fille Vilma ne cessera plus de hanter ses souvenirs..., voilà Ronaldo parti sur la route de Rio à la recherche de ce père mystérieux dont il va bientôt découvrir le drame qui l'empêcha de revenir vers son épouse. Sur fond de magnifiques espaces, de musiques endiablées, de leçons de capoeira, de rencontres syndicales, de ferventes processions à la Vierge avec, dans l'ombre, des actes de banditisme — c'est tout le Brésil ! —, l'amour du fils pour son père se resserre au fil d'épreuves inimaginables. C'est alors pour les deux le *Retour à Bahia* vers Vilma..., et dans le droit chemin !

Des pages bien enlevées, exotiques, émouvantes, toujours fraîches. Un vrai régal.

...et Mexicains

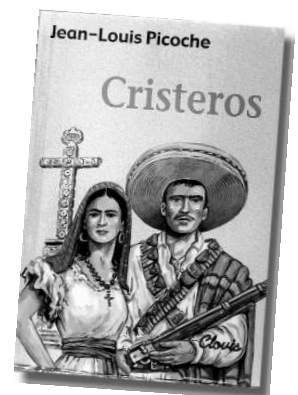
Les Mexicains, basanés ou pas, que présente Jean-Louis Picoche, talentueux écrivain de jeunesse, lui aussi Prix Saint-Exupéry, vivent, ar-

dents comme le soleil qui les brûle, un autre drame : celui du combat de la foi face à un gouvernement laïciste pur et dur. Nous sommes en juillet 1926 ; la guerre civile mexicaine dure depuis déjà des années, mais la décision est prise désormais de fermer les églises, d'exiler les prêtres, d'interdire le culte.

Les destins de Mariano, riche étudiant, et Guadalupe, jeune et jolie Indienne, vont dès lors se rapprocher non sans qu'ils soient l'un et l'autre appelés à s'élever au sublime. Ils organisent la résistance, puis s'engagent dans la guérilla pour le Christ (ce sont les *Cristeros*) bravant les soldats fédéraux — des brutes dignes des colonnes infernales...

Commence alors, dans un style toujours alerte et palpitant, une épopée exaltante, une moderne chouannerie, mêlant batailles sanglantes, coups de main risqués, attentats, actes d'espionnage... Des figures grandioses s'affirment : jeunes filles au courage inouï, prêtre pusillanime retrouvant une sainte ardeur, général libertin se mettant à servir la cause du Christ... Quelques erreurs se paieront cher, mais ces catholiques sont prêts à tout risquer, à tout sacrifier pour défendre l'intégrité de la foi, et, en même temps, soucieux d'épargner des vies dans le camp opposé.

La victoire était à leur portée. Déjà Mariano avait reconquis le terrain et réorganisait dans sa petite ville une vie communautaire inspirée par l'Évangile. Mais c'est alors qu'intervient un "accord" de dupes entre le pouvoir sans Dieu et les évêques pressés de "négocier". Les



Cristeros en feront les frais, au nom, dirions-nous aujourd'hui, du nouveau "consensus". Tout cela fait étrangement penser à notre république qui en est déjà à interdire les signes religieux...

Mariano et Guadalupe éviteront l'épuration sanguinaire. Dieu les sauvera pour qu'unis enfin par les liens du mariage, ils puissent venir dire en Europe la vérité sur ce qu'ils ont vécu. Cet exemple d'héroïsme rayonnant et de foi vibrante reste une leçon à méditer pour les lecteurs de quatorze ans, et bien au-delà...

Michel FROMENTOUX

* **Huguette Pérol** : *Retour à Bahia*, 238 pages, 12 euros.

* **Jean-Louis Picoche** : *Cristeros*, 490 pages, 15,50 euros. Éd. Clovis, BP 88, 31152 Étampes cedex.

GUSTAVE THIBON

Carnets d'un solitaire

À partir de 1932 et jusqu'à sa mort, l'écrivain et philosophe Gustave Thibon (1903-2001) tint des carnets. Son amie et confidente Françoise Chauvin en a extrait des aphorismes et des paragraphes s'étendant sur cinquante ans, de 1932 à 1982. Ce livre a le grand mérite de nous montrer une pensée en mouvement et révèle bien des surprises.

La publication d'extraits des carnets intimes du philosophe Gustave Thibon nous éclaire sur l'évolution de sa pensée.

On sait que Gustave Thibon, fils de paysan et paysan lui-même, natif de Saint-Marcel d'Ardèche, se mit de lui-même, muni du seul certificat d'études et d'une solide bibliothèque campagnarde, à l'étude des langues et de la philosophie. Redevenu croyant, il est remarqué par les philosophes Jacques Maritain et Gabriel Marcel à la fin des années 1930. Politiquement proche de l'Action française, admirateur de la pensée de Charles Maurras, signant des articles dans la *Revue universelle*, comme il le fera plus tard dans la *Nation française*, il héberge au début de la Seconde Guerre mondiale, l'écrivain et philosophe Simone Weil, dont il éditera *La Pensanteur et la Grâce* en 1947.

Diagnostics (1940) et *L'Échelle de Jacob* (1942) le révèlent au public catholique. Avec son ami belge Marcel De Corte, il se fait le chantre du « retour au réel ». Sa hauteur de vue, ses plongées lucides dans les abîmes de saint Jean de la Croix, Pascal et Nietzsche sont à l'opposé des clichés colportés par certains, tel Bernard-Henri Lévy le traitant de « philosophe bovin ». Thibon honora souvent de sa présence les grands rendez-vous royalistes.

Le premier enseignement de ces écrits intimes, est la distance

par
Pierre LAFARGE

prise, l'âge venant, par le penseur catholique avec la foi. Dès 1966, il avoue : « De ma foi chrétienne, que reste-t-il ? Rien dans mon intelligence. Moins que rien (l'hostilité) dans ma sensibilité. » Il confirme ce glissement dans un cahier de 1978 : « Je ne crois plus en Dieu, je crois plus que jamais à la chute originelle. »



Gustave Thibon
1903-2001

Sa plume cède souvent à des accents panthéistes. Un travers qui l'horrifiait pourtant : « **Panthéisme. Pire que l'athéisme. C'est la forme euthanasique du meurtre du Père.** » Penseur entier, ouvert au tragique, Thibon ne reculait pas devant les paradoxes.

Critique de la théocratie

On découvre également dans ce volume un Gustave Thibon assez critique envers le catholicisme de "droite", qu'il s'agisse de la Cité catholique de Jean Ousset, où il prenait pourtant régulièrement la parole ou de l'Opus Dei de Josémaría Escrivá. À propos du premier, il note dès 1960 : « **En fait, le catholicisme de droite et le catholicisme de gauche ont ceci de commun : la méconnaissance de l'abîme qui sépare le créé de l'incrée, l'oubli de la**

transcendance de Dieu et du caractère irréductible de la vie sur-naturelle. » Concernant le second, il fait très justement la remarque suivante en 1970 : « **Lecture en Espagne des livres du fondateur de l'Opus Dei. – Aucune objection : vérités parfaites, mais qui ne touchent plus parce qu'elles sont toutes faites. Un terrain sûr où l'on n'a pas envie d'avancer. Sentiment d'acedia (dégoût des choses spirituelles). Pourquoi, malgré ses bavures et ses outrances, le témoignage d'un Clavel m'émeut-il infiniment plus ?** » Il se méfiait ainsi avec raison des tentations théocratiques.

En fermant les carnets de Gustave Thibon, on repense aux pages d'Henri Massis contant leurs promenades communes dans le parc envahi de lavande de l'antique château des Bernis à Saint-Marcel-d'Ardèche. Loin du bruit des villes, ces vieux sages y cultivaient l'art aristocratique de déplaire à leur temps et un amour immodéré de la vérité.

* Gustave Thibon, *Aux ailes de la lettre. Pensées inédites 1932-1982*, éd. du Rocher, 368 p., 22 euros. Avant-propos de Françoise Chauvin.

SOUVENIRS D'OVALIE

Durant cinq années, de 1961 à 1966, les frères André et Guy Boniface, trois-quarts centre de l'équipe de France, firent vibrer les amateurs de ballon ovale sous leurs légendaires maillots bleus frappés des numéros 12 et 13.

André Boniface, ancien trois-quarts centre du XV de France, vient de publier ses mémoires.

Nés respectivement en 1934 et 1937 à Montfort-en-Chalosse, un petit village des Landes, les frères Boniface s'illustrèrent en championnat dès les années 1950 dans les lignes arrières de l'équipe de Mont-de-Marsan. Fort peu ménagés par une fédération nationale trop souvent mesquine, les deux frères restèrent absolument inséparables jusqu'à cette nuit tragique du 31 décembre 1967 où le cadet se tua dans un stupide accident de voiture. Une page glorieuse du rugby français se tournait.

Leur ami Denis Lalanne, longtemps journaliste à *L'Équipe*, leur avait consacré un livre, *Le temps des Boni* (La Table Ronde). Aujourd'hui André vient de publier ses mémoires. On y découvre un en-

fant horrifié par le climat de terreur de l'épuration, un adolescent enthousiasmé par l'ambiance qui régnait au sein des "Coeurs vaillants" puis dans l'humble équipe de rugby de Montfort. Après un court passage dans les rangs de Dax, il portera à partir de 1952 et jusqu'à sa retraite sportive une vingtaine d'années après, les couleurs jaune et noire du Stade Montois, alors au faite de sa gloire.

En jaune et noir

On croise également dans ce livre des écrivains amoureux du rugby comme Antoine Blondin, qui chanta leur louange dans nombre de ses articles, et Kléber Haedens, tout autant que des hommes politiques aussi divers que François Mitterrand, Alain Juppé et l'ancien ministre socialiste de l'agriculture, Jean Glavany, qui signe la préface de ces pages émouvantes. C'est tout l'esprit du rugby qui transpire à la lecture de ce livre : amitié, rigueur, dépassement de soi, désintéressement... Une belle leçon de vie.

P.L.

* André Boniface, *Nous étions si heureux...* Éd. de la Table Ronde, 288 p., 19 euros.

EXPOSITIONS

Au temps des cubistes 1910-1920

Comme chaque année, la Galerie Bèrès nous propose une importante exposition, cette fois, sur un thème. Cette manifestation intitulée *Au temps des Cubistes 1910-1920* remplit une mission didactique importante car ce mouvement, relativement bref, a connu une grande vogue, a attiré de nombreux artistes de toute l'Europe vers Paris et a prolongé son influence en réalité jusque dans les années 30.

Le mouvement qui naît en France est très vite connu dans le monde entier car, si le Salon des Indépendants de 1911 présente déjà des œuvres de Metzinger et Gleizes, d'un cubisme "analytique", les artistes étrangers viennent aussi à Paris dont beaucoup de Russes – on peut citer Surville, Alexandra Exter et Sonia Delaunay, mais aussi des Polonais, des Hongrois... et dès 1917 l'Armory show de New York expose Gleizes, Picasso et Picabia. Les grands marchands français comme Rosenberg et Kahnweiler y sont pour beaucoup.

Les sujets des œuvres sont, au départ, des natures mortes d'objets tout ordinaires : violons, guitares, pipes, journaux, fruits... réalisés avec des cercles, des diagonales, proposant des volumes facettes. Le cubisme "synthétique" qui apparaîtra ensuite proposera une stylisation aplanie, une plus grande richesse de coloris et quelque résurgence du pointillisme.

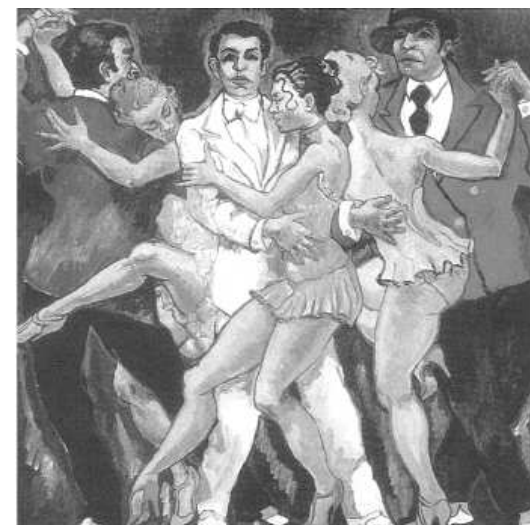
Une soixantaine d'artistes sont représentés dans cette exposition avec également des fusains, des pastels, des gravures et de très belles sculptures, notamment un buste magnifique d'Archipenko, considéré comme une œuvre majeure.

Monique BEAUMONT

* L'exposition se tient dans les deux galeries Bèrès, 25 quai Voltaire, et 35 rue de Beaune, Paris 7^e du lundi au samedi jusqu'au 27 janvier 2007. Catalogue Anisabelle Arveiller Bèrès et Michel Arveiller en vente à la galerie.

Jean Prévost, un fauve assagi

La carte figurant trois danseurs, style Balajo, était prometteuse et belle invite à se rendre à l'atelier de Jean Prévost à l'est de Paris, pour son nouvel accrochage. On n'est pas déçu à l'arrivée, en face de ce monumental tableau carré, de deux mètres sur deux, traité d'une pâte forte et joyeuse.



Du fauvisme puissant en couleurs, Jean Prévost a gardé la marque, même si le réalisme a souvent pris le dessus. On a aimé de beaux portraits de femmes – danseuses ou non – des paysages d'Ardèche, des cales bretonnes et leurs barques échouées, aux nuances presque méditerranéennes : un harmonieux périple de la France profonde au Paris du spectacle et de la danse et à ses gais compagnons.

M.B.

* Pour visiter l'atelier de Jean Prévost (10, impasse Milard, 75018 Paris) : Tél : 01 42 29 29 47. Courriel : peintrefauve@jeanprevost.com

EXTRAITS

« Je suis catholique. Je veux le rester. Je veux bien, même, combattre pour l'Église. Mais pas dans l'armée régulière. En franc-tireur... »

« La vision chrétienne du monde peut être réfutée théoriquement de mille façons. Mais elle est incessamment confirmée par l'expérience, par le rythme même de la vie... »

« La seule aristocratie authentique est celle des êtres dont les rapports ne dépendent plus du social : la société des solitaires... »

« Quoi qu'on découvre, on reste sur le seuil. Toute science

humaine est liminaire : la seule différence entre les penseurs, c'est qu'ils se rapprochent plus ou moins de la porte infranchissable. »

« Les gestes de l'amour... Des signes qui, trop appuyés et trop répétés finissent par écraser ce qu'ils signifient. L'épaisseur supprime la transparence. »

« Ce crime d'exister – d'être ça, un ça qui veut être tout – ne s'expie que par la souffrance et par la mort. Dasein : être là, « être un peu là » : insondable vulgarité de l'existence. Toute affirmation du moi est une offense à l'être. »

G.T.

C'est un choix éclectique qu'offrent les éditeurs de beaux livres tout au long de l'année, et plus encore à l'approche de Noël. En voici une sélection touchant à des domaines variés.

Siècle passé

Est-il encore possible d'écrire sur la vie et l'œuvre de Sacha Guitry ? Oui, car le personnage, qu'il irrite ou séduise, a tenu son pari de ne jamais susciter « **ce sentiment affreux : l'indifférence** ». Sur certains, il exerce même une véritable fascination, à l'instar d'André Bernard, fondateur et président des Amis de Sacha Guitry, et collectionneur acharné de tout ce qui touche à cet homme aux dons multiples mort il y aura cinquante ans en 2007.



L'album qu'il publie à cette occasion, *Sacha Guitry, une vie de merveilles*, ne se veut ni biographie ni analyse d'une créativité aux innombrables facettes, mais évocation d'une existence foisonnante à travers des dessins, des images, des affiches, des photographies, des menus, des programmes, des autographes et des dédicaces. De Guitry, l'on retient les épigrammes, une superficialité brillante, une facilité extraordinaire qui lui fit tant d'ennemis parmi les sots et les médiocres. André Bernard sait aller plus loin, et, en quelques mots, mettre au jour les blessures cachées de son héros, qu'il s'agisse de sa longue brouille avec un père adoré, de sa rupture avec Yvonne Printemps, ou, surtout, de son arrestation en août 1944, qui parut incompréhensible à cet amoureux passionné de la France. En dépit des apparences, il ne s'en remit jamais, mais n'accorda pas aux jaloux la joie de le savoir. La préface, admirable, est de Jean Piat.

Les nostalgiques du charme des années trente ne seront pas insensibles à l'album de Claude Weill et François Bertin, *Au bon vieux temps*, consacré aux boutiques du siècle dernier. Il s'agit là d'un monde qui a disparu sans laisser de traces vers 1970, de sorte que les moins de quarante ans ne peuvent l'imaginer. Pour tous les autres, feuilleter ces pages, qui présentent photographies anciennes et reconstitutions à l'identique, dans des musées du commerce, de librairie, teinturerie, épicerie, charcuterie, lingerie, boucherie, cordonnerie, pharmacie, café, droguerie, restaurant, garage, tels qu'il s'en trouvait autrefois dans toutes les villes de France, équivaut à une plongée soudaine dans un passé enfui. De vieilles réclames, des marques,

des objets, des pratiques que l'on avait oubliés, ressurgissent dans la mémoire et réveillent un monde de souvenirs enfouis profondément, des images, des odeurs. Émotion garantie.

Phares, bateaux et avions

Lorsque Louis XIV entreprit de doter le royaume d'une marine digne de ce nom, il se heurta à un obstacle imprévu qui freinait considérablement l'essor espéré. Hormis le superbe Cordouan sur l'estuaire de la Gironde, la France ne possédait aucun phare. Une quinzaine surgirent entre 1661 et 1770, ce qui, au grand dam des officiers de la Royale, ne suffisait point. La Révolution et l'Empire se désintéressèrent du problème, et des pertes, fort lourdes, qu'il occasionnait, de sorte qu'il fallut attendre la Restauration pour voir les pouvoirs publics mettre en place un programme de construction qui devait se poursuivre jusqu'à la fin du siècle, dotant nos côtes de plus de cent cinquante édifices, parfois élevés en pleine mer dans des conditions insensées. Patrimoine exceptionnel qui mit notre pays à la pointe de cette technique mais que la modernisation menace désormais.

C'est pour parer à ce péril que Francis Dreyer et Jean-Christophe Fichou ont procédé, à la demande de l'État, à un recensement complet, avant d'aboutir à la publication d'une extraordinaire *Histoire de tous les phares de France*. De Dunkerque au Cap Ferrat, en passant par la Corse, tous sont là, avec leurs particularités, leurs grandes heures, leurs mésaventures, leurs splendeurs architecturales ou technologiques. S'y ajoutent leurs fiches techniques (coordonnées, portées, feux, etc.). Il n'est pas nécessaire d'être marin pour apprécier ce travail hors pair.

Et pas davantage pour être sensible au livre d'Olivier Puget, *Les plus beaux voiliers du monde*. Menacés de disparaître il y a vingt ans, ces navires anciens ont connu une véritable résurrection, due à l'engouement d'un public plus sensible à la beauté et aux traditions qu'il est de bon ton de le dire. Le mouvement, d'abord en faveur des grands long-courriers, tel le *Belem*, s'est étendu aux yachts de compétition, puis aux petits navires de pêche, sauvant des dizaines d'unités, et, avec elles, des techniques de construction ancestrales. Quand on ne pouvait rénover, on a reconstruit à l'identique des vaisseaux des XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles et le programme continue, tant pour le plaisir des yeux que pour doter les diverses marines de navires-écoles de prestige, à l'instar des fameux *Amerigo Vespucci* italien ou *Libertad* argentin. Tous ces admirables voiliers sont réunis ici. Un seul reproche, minime. Cette réédition n'a pas été revue depuis sa première parution en 1997, de sorte que l'on

par
Anne BERNET

ne sait si certaines reconstructions annoncées ont été menées à bien, et que d'autres, entreprises depuis, ne sont pas évoquées.

Pour ceux qui préféreraient l'aéronautique à la marine à voiles, François Besse propose deux ouvrages complémentaires, *Les avions en 1001 photos*, et *Cent avions de légende*. Le premier, de petit format compact, propose plus d'images que de texte, et, par ordre chronologique ou par genre, présente tous les engins plus lourds que l'air susceptibles de voler. Il y a là, depuis Ader, un nombre phénoménal de machines, pour certaines invraisemblables, entre autres une « crêpe volante » américaine qui ne fut jamais prise au sérieux... Sans doute les amateurs regretteront-ils qu'il manque les fiches techniques de ces appareils. Ils les trouveront, en partie du moins, dans l'autre album, plus sélectif et moins illustré.

Animaux

Préférez-vous l'équitation ? Vous aimerez *Chevaux*, de J.-C. Suarès, magnifique sélection de clichés en noir et blanc de la plus noble conquête de l'homme, tantôt tendres, tantôt drôles, accompagnés de citations d'auteurs, ou de témoignages de cavaliers. Un reproche à faire à cet album ? Ce serait, étant traduit de l'américain, de donner une place prépondérante à des races d'Outre-Atlantique au détriment des européennes. Du même esprit a procédé le choix, pour les clichés anciens, d'animaux ayant appartenu à des personnalités américaines, militaires ou politiques.



L'on pourrait compléter ce poétique album par *Les chevaux en 1001 photos*, de Murielle Rudel et Michel Viard, tout en signalant les défauts trop apparents de ce travail. Il est en effet fâcheux pour un tel ouvrage de méconnaître le vocabulaire le plus basique, et de parler, ô hérésie, des « **pattes** » d'un cheval, de dire « **noir** » pour zain ou bai brûlé, et « **blanc** » pour gris... Le texte et les légendes, au demeurant, sont inconsistants. Les clichés, couleurs, devraient plaire aux plus jeunes.

Les amis des animaux apprécieront aussi, beaucoup, en dépit

d'un prologue présentant l'Occident chrétien sous un aspect caricatural, le très bel album de Jules B. Farber, *Les chats vus par les plus grands photographes*. Qu'ils aient raffolé des petits félins, ou que l'un d'eux soit passé par hasard devant leur objectif, presque tous les grands noms de la photographie depuis ses origines ont eu l'occasion de saisir des images merveilleuses de matous effrontés et de chatons coquins. Irrésistible collection, largement inédite, et d'une grande valeur artistique.

Chats, d'Adriano Bacchella, se veut, en couleurs cette fois, un hommage au *felis cattus* dans tous ses états : de race ou d'extraction douteuse, européen ou exotique, à poils longs ou courts, nus, avec ou sans queue, comme ceux de l'île de Man. Ils ont en commun la grâce et l'élégance, le mépris et la douceur qui les font élire de préférence à tout autre animal. Intelligemment présenté, accompagné de citations choisies, pénétrantes ou cocasses, et de fiches signalétiques, ce très épais petit livre constitue une véritable et précieuse anthologie à laquelle aucun amateur ne saurait résister.

Pas plus qu'aux *Bébés animaux en 1001 photos* de Michel Viard et Suzanne Millarca. De la naissance à leur apprentissage de la vie, toutes les espèces sont recensées ici. Si les jeunes mammifères ou les oisillons raviront petits et grands, mieux vaut toutefois prévenir que les auteurs font aussi la part belle aux reptiles et insectes. Si vous haïssez tout ce qui rampe ou grouille, passez outre !

Ou préférez *Les petites bêtes et autres animaux de la ferme* du photographe japonais Yonéo Morita. Son astuce est de prendre des clichés en très gros plans rapprochés, caricaturaux chez les humains mais donnant aux museaux un air de douceur et d'innocence irrésistible. Après les chiens et les chats, voici une galerie de portraits de canetons, lapins, hamsters, tortues, grenouilles, furets, chèvres, chevaux, cochons d'Inde comme vous ne les avez jamais vus.

Jardins et recettes

Jardins secrets d'Espagne, du paysagiste Eduardo Mencos, constitue un autre hommage à la nature, mais domestiquée, soumise, sublimée. Pour la plupart privées, ces propriétés somptueuses, anciennes ou récentes, ont su utiliser au mieux les possibilités de régions difficiles pour créer des paradis intimes d'un coût faramineux. De style anglais, français, italien, méditerranéen, antique ou d'un modernisme tantôt agressif, tantôt remarquablement beau, ces jardins sont des enchantements pour les yeux. Il est dommage que l'auteur, qui a souvent participé à leur création ou leur restauration, sans doute dans un souci de discrétion envers les

propriétaires, se borne à un commentaire insipide et mondain.

Lyndsay et Patrick Mikanowski subliment la nature à leur façon : dans l'assiette. Avec la complicité du photographe Grant Symon, qui fait une nature morte inoubliable du moindre aliment, ils revisitent les ingrédients de base et proposent les recettes de grands chefs à l'imagination surabondante, donnant des livres de cuisine différents de tout ce qui existe. *Patate* recense ainsi un nombre incroyable de variétés de tubercules pour les accommoder comme vous n'y auriez jamais pensé : à la vanille, au thé vert, j'en passe et de plus surprenantes. *Les légumes de Joël* transforment la plus ba-



nale des carottes, le plus humble poireau ou le rutabaga de sinistre mémoire en saveurs prodigieuses. *Œuf* est un festival d'idées extravagantes. S'il est douteux que vous puissiez essayer les associations à base de caviar ou de truffes, il en est beaucoup d'autres de plus abordables et d'un effet immanquable sur une table de fête.

* **André Bernard** : *Sacha Guitry, une vie de merveilles*, Omnibus, 240 p., 35 euros (229,58 F).

* **Claude Weill et François Bertin** : *Au bon vieux temps*, Ouest-France, 125 p., 20 euros (131,19 F).

* **Francis Dreyer et Jean-Christophe Fichou** : *L'histoire de tous les phares de France*, Ouest-France, 316 p., 50 euros (327,97 F).

* **Olivier Puget** : *Les plus beaux voiliers du monde*, Solar, 192 p., 29 euros (190,22 F).

* **François Besse** : *Les avions en 1001 photos et Avions de légende*, Solar, 462 p., 9,95 euros (65,26 F) et 145 p., 25 euros (163,98 F).

* **J.-C. Suarès** : *Chevaux*, Flammarion, 380 p., 22 euros (144, 31 F).

* **Murielle Rudel et Michel Viard** : *Les chevaux en 1001 photos*, Solar, 462 p., 9,95 euros (65,26 F).

* **Jules B. Farber** : *Les chats vus par les plus grands photographes*, Flammarion, 140 p., 40 euros (262,38 F).

* **Adriano Bacchella** : *Chats*, Hors Collection, 765 p., 15,90 euros (104,30 F).

* **Michel Viard et Suzanne Millarca** : *Les bébés animaux en 1001 photos*, Solar, 462 p., 9,95 euros (65,26 F).

* **Yonéo Morita** : *Les petites bêtes et autres animaux de la ferme*, Hors Collection, 60 p., 10 euros (65,59 F).

* **Eduardo Mencos** : *Jardins secrets d'Espagne*, Flammarion, 160 p., 45 euros (295, 18 F).

* **Lyndsay et Patrick Mikanowski** : *Patate*, *Les légumes de Joël*, *Œuf*, Flammarion, entre 170 et 190 p., 45 euros (295, 18 F).

Le citoyen et la France invisible

Je crois que — par — si les voisins en
je vais insé- Jean-Baptiste MORVAN
rer dans
 mon catalogue des mots indésirables ce terme de "citoyen", fâcheusement lié aux souvenirs de la Révolution, et de plus employé depuis quelque temps comme adjectif qualificatif. Avec une solennité digne de M. Fenouillard ou de Joseph Prudhomme, on en use à la place de "civique", déjà bien dévalué et empreint d'un style faussement romain : le style "péplum", en somme, comme pour les films aux décors impressionnants.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés qu'il y a à photographier la France, ses traits inoubliables, son charme éternel...

C'est tout particulièrement dans les périodes électorales que l'on se délecte des prestiges douteux d'un pédantisme prétentieux et agaçant : l'autre jour j'entendis reprocher, par un orateur ou un journaliste, à l'un de ses confrères, d'avoir « **tiré à boulets rouges sur Ségolène Royale** » ! Il est possible que l'auteur de la formule soit peu instruit des procédés de l'ancienne artillerie, terrestre ou marine, et que les "boulets rouges" n'évoquent pas grand-chose à son souvenir. Mais l'assimilation de la candidate socialiste à une forteresse du temps jadis ou à quelque vaisseau de haut-bord, mérite de figurer dans une anthologie des pataquès et bizarreries de la politique présente — et éternelle...

Peu enclin pour ma part au maniement des métaphores assassines, l'envie me prend toutefois d'identifier un certain style "citoyen" avec la pratique musicale et idéologique du tambour. Cet instrument peut revendiquer d'assez illustres références jacobines — dont les tambours de Santerre...

Je le regrette cependant : en mon enfance, j'ai beaucoup joué du tambour, et j'ignorais toujours

était un élément du folklore familial, puisqu'il était réputé constitué essentiellement de peau d'âne. « **Les tambours ne seront pas chers l'an prochain** », disait notre professeur de cinquième, « **les peaux d'âne s'étendent** » : formule coutumière quand l'un de nous s'étirait paresseusement ! Le tambour était un signal avertisseur utilisé par le concierge, et plus tard nous entendîmes qualifier de "peau d'âne" notre diplôme de baccalauréat.

Tout bien considéré l'usage du tambour, en dépit de telles reminiscences, ne me semble pas un symbole désirable pour une prise de conscience politique de l'âme de la nation. Nous avons à redécouvrir chaque jour une France idéale, discrète — et même secrète, dont le visage semble de plus en plus embué des vapeurs de songe au fur et à mesure que les années passent, en cohortes pressées.

La tâche modeste du chantre

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés qu'il y a à photographier la France, ses traits inoubliables, son charme éternel... Et si l'on veut bien me pardonner quelque plaisante audace, je dirai que cette entreprise me fait songer à telle page de magazine, entrevue récemment. Une firme vouée aux parures féminines vantait ses "soutien-gorges invisibles". Et l'on avait eu recours à de séduisantes photographies — mais qui, bien entendu, n'étaient nullement dans la catégorie de l'invisibilité...

J'avoue que parfois l'intention de faire admirer les séductions de la Déesse France me paraît aussi paradoxale que le présentateur publicitaire annonçant les soutien-gorges invisibles... Mais la tâche du chantre modeste du poème français, si elle représente une éternelle gageure, nous est d'autant plus précieuse et pour rien au monde, nous n'accepterions d'y renoncer.

La politique est une science

« Dieu merci, nous n'avons pas à créer cette science de toutes pièces. Il y a depuis des siècles des maîtres pour l'enseigner et l'appliquer. Une longue expérience s'est acquise à leur école. Les générations qui se sont suivies nous lèguent un précieux héritage de lumière. Nous n'avons qu'à le recueillir et à le comprendre. Les enseignements qu'il nous offre demandent à être vérifiés sur le passé par l'histoire et sur le

présent par l'observation. Grâce à ce double travail de vérification, le vrai se distingue du faux ; le certain, du probable ; le nécessaire, du contingent. La raison procède donc en politique comme en philosophie ou en biologie. La politique est une science qui s'apprend par le travail avec une méthode sous la direction de maîtres compétents. »

Dom BESSE

Il n'est pas superflu de rappeler que ces mots ne sortent pas de la bouche d'un positiviste. Ils furent prononcés dans la chaire du Syllabus de l'Institut d'Action française par un moine bénédictin de Ligugé. Recueil d'un an de conférences, *Église et Monarchie* fut publié en 1910.

Dom Besse montre d'abord que l'Église romaine est une société organisée comme une nation, mais avec un but différent qui donne à chacune des sociétés des caractères distinctifs : « **l'une procure le bonheur de la terre, l'autre, le bonheur des cieux**. » La politique de l'Église se comprend par l'histoire qui la montre de l'extérieur ; par le droit canon qui en révèle la structure ; par la théologie qui apprend quelle est sa vie intérieure dans laquelle la science ne fait que coordonner ce que la foi lui révèle.

L'Église a des droits universels mais elle ne les exerce que sur ses fidèles, et elle n'est pas seule à avoir autorité sur eux : ses temples sont édifiés sur un sol qui appartient à un pays ; ses desservants ont une patrie qui a des droits sur eux. « **Ses membres, ses terres, ses édifices appartiennent donc aux deux cités. L'Église n'entend pas les soustraire aux charges communes de la patrie ; il est juste que, de son côté, la patrie reconnaisse leur caractère ecclésiastique.** »

Comme l'Église jouit d'une constitution propre, l'État ne peut l'ignorer et des relations de société à société doivent nécessairement être instaurées. La politique de l'Église consiste donc « **dans la science et l'art de son gouvernement intérieur et de ses rapports avec la société civile.** » Tout cela est lumineux.



Dom Jean-Martial Besse (1861-1920)

Un concordat n'est pas une concession ou un empiètement, c'est l'organisation légitime et nécessaire des rapports entre deux sociétés distinctes mais non séparées puisque les deux cités vivent l'une dans l'autre tout en évoluant chacune dans sa sphère propre. Mais il faut que les deux parties se respectent. Du jour où l'État passe entre les mains des ennemis de Dieu, le concordat tombe de lui-même en fait avant d'être dénoncé en droit. C'est ce qui s'est passé dans le courant du XIX^e siècle et au début du XX^e.

Contre-Révolution

Nous ne rapporterons pas dans le détail les neuf autres leçons de Dom Besse. Après avoir rappelé les diverses formes de monarchie, traditionnelle ou constitutionnelle, il montre l'origine et le fonctionnement de la monarchie qui dirige l'Église catholique, monarchie élective tempérée d'aristocratie, « **monarchie de droit divin, dans toute la force du terme** ». Et seule

cette monarchie permet l'indépendance des Églises par rapport aux États.

Après avoir défini l'Église, sa politique, sa constitution monarchique, son attitude face à l'État en général, Dom Besse passe aux rapports entre l'Église et la dynastie capétienne : il expose les liens étroits, privilégiés, que l'histoire a tissés entre les deux monarchies. Une leçon entière expose le sacre de nos rois qui fortifie religieusement les liens qui unissent le souverain à son peuple, renforçant et adoucissant à la fois l'autorité et l'obéissance.

La dixième leçon porte sur la Papauté et la Révolution française. Elle montre la rupture de la tradition religieuse de la France, la condamnation pontificale de la révolution ecclésiastique, les insuffisances d'un Concordat que les Gallicans contraignirent la Restauration à reconduire.

Dom Besse conclut donc à l'incompatibilité de l'Église et de la Révolution. « **L'Église a politiquement échoué en France** ». L'une des causes est le viol de fait du Concordat par des hommes politiques hostiles au catholicisme ; l'autre, moins visible mais plus profonde est que tout, dans la France telle que la Révolution l'a faite, contrariait l'apostolat social de l'Église. La France fut monarchique et chrétienne dès ses origines ; le trône et l'autel, dit Dom Besse, y possèdent des intérêts communs en vue du Bien commun. L'avenir moral et physique du pays passe donc par la contre-révolution.

Gérard BAUDIN

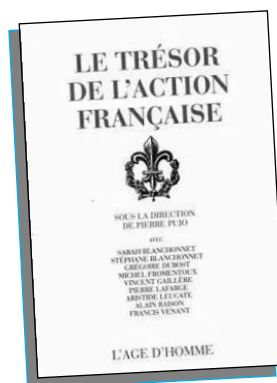
* Dom Besse : *Église et Monarchie*, Jouve & C^{ie} Editeurs. Paris. 1910.

À LIRE ET À OFFRIR

LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre PUJO

Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST, Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE, Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT



Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Ils contiennent une abondante matière de réflexions qui permettent de comprendre non seulement l'histoire du XX^e siècle mais aussi les événements que nous vivons aujourd'hui. Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans

L'Action Française 2000 en 2004 et 2005. Ont été privilégiés ceux qui permettent d'approfondir la pensée politique de l'Action française en soulignant leur actualité. À travers les études rassemblées dans ce recueil, le lecteur se familiarisera avec Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujo, le marquis de Roux, Henri Vaugeois, découvrant ainsi l'originalité de la pensée d'AF.

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €. Disponible à nos bureaux, 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).



TARIF DES ABONNEMENTS

(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

- | | | | |
|--|-------|---|-------|
| 1. Premier abonnement France (un an) | 76 € | 5. Abonnement de soutien (un an) | 150 € |
| 2. Premier abonnement Étranger (un an) | 85 € | 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) | 45 € |
| 3. Abonnement ordinaire (un an) | 125 € | 7. Outre-mer (un an) | 135 € |
| 4. Abonnement de six mois | 70 € | 8. Étranger (un an) | 150 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 Adresse
 Tél.
 Ville Code postal

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



Traditionnelles galettes des rois

LYON

Samedi 20 janvier 2007
avec Michel FROMENTOUX
et Stéphane BLANCHONNET
Renseignements
au 06 82 83 92 00

BORDEAUX

Vendredi 26 janvier
à 19 h 30
avec Philippe PRÉVOST

BIARRITZ

Samedi 27 janvier
à 13 heures
avec Philippe PRÉVOST

PERPIGAN

Vendredi 2 février
en présence
de Patrick BARRIOT

Informations complémentaires
dans notre prochain numéro



10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS,
75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ
PAR PIERRE JUHEL

DIRECTOIRE

PRÉSIDENT : PIERRE PUJO
VICE-PRÉSIDENT :
STÉPHANE BLANCHONNET
CHARGÉS DE MISSION
FORMATION : PIERRE LAFARGE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS :
THIBAUD PIERRE
ADMINISTRATION :
MLLE DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :

MEMBRES ACTIFS (32 €),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),
BIENFAITEURS (150 €)

INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

Directeur Michel FROMENTOUX
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - Tél : 01 40 39 92 14 - iaf@actionfrancaise.net

Mercredi 17 janvier 2007

4^e séance du cycle 2006-2007

LA VENDÉE : GUERRE CIVILE OU GÉNOCIDE ?

par Reynald Secher

écrivain, éditeur, réalisateur, président de l'association Mémoire du Futur de l'Europe

à 20 h 30 précises

Brasserie Le François-Coppée, premier étage - 1, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris (métro Duroc)
Participation aux frais : 5 euros. - Étudiants et chômeurs : 2 euros.



L'Action Sociale Corporative n°2 est parue !

Au sommaire du second numéro
de cet organe du royalisme social :

- Les délocalisations, par Jean-Philippe Chauvin
- Le fédéralisme et la question sociale, par Stéphane Blanchonnet
- Les notions d'intégration et d'assimilation, par Olivier Perceval
- Économie sociale- Les mutuelles réunies, par Philippe Kaminski

La revue est disponible en téléchargement sur le site www.asc.new.fr

REPRISE DES CONFÉRENCES ÉTUDIANTES

Vendredi 5 janvier 2007

La France et l'origine
de la tragédie palestinienne
1914 - 1922

par Philippe PRÉVOST

Les conférences étudiantes
ont lieu chaque vendredi
à 19 h 15 aux locaux de l'AF.

214^e anniversaire de la mort du roi Louis XVI

La messe pour le repos
de l'âme du roi Louis XVI
sera célébrée à Paris,
à la demande
de l'Écuyer blanc, en l'église
Saint-Germain-l'Auxerrois,
paroisse des rois de France,
le samedi 20 janvier 2007
à 12 h 15.

PETITE ANNONCE URGENTE !

■ Jeune militante travaillant sur
l'histoire de l'Action française
recherche des exemplaires de
la *Nation Française*, hebdoma-
daire dirigé par Pierre Boutang de
1955 à 1967. Merci d'appeler
rapidement le 04 92 34 13 00 ou
le 14 72 81 46, ou bien par
Internet : claire.sias@hotmail.fr

LE MONDE ET LA VILLE

NAISSANCES

- M. et M^{me} Yann RAISON du
CLEUZIOL partagent avec Jacques
la joie d'annoncer la naissance
d'Élie. Paris, le 11 novembre 2006.
Le nouveau-né est l'arrière-ar-
rière-petit-fils d'Alain Raison du Cleu-
ziol, premier représentant de l'Ac-

tion française en Bretagne, avant la
guerre 1914-1918.

Nous prions ses parents et ses
grands-parents, nos amis, d'agréer
nos vives félicitations avec nos vœux
de prospérité pour Élie.

- Nous sommes heureux d'ap-
prendre la naissance d'Arielle, fille

de M. et M^{me} Carbon de SÈZE.
Paris le 16 novembre 2006.

Nous adressons nos félicita-
tions à ses parents, en particulier
à notre ami Carbon de Sèze, an-
cien des Camps Maxime Real del
Sarte, avec tous nos vœux pour
Arielle.

LE CRÉNEAU

Soyons nationalistes !

- Pierre-François VULLIEMIN nous offre de solides ré-
flexions sur le nationalisme dans le journal suisse LA NA-
TION, organe de la Ligue vaudoise (24/11/06) :

« À tout homme, il faut des communautés stables
à aimer et à connaître. La plus importante en étendue
et en profondeur de ces communautés s'appelle la na-
tion. Que nous le voulions ou non, que nous le sa-
chions ou pas, nous appartenons de fait à cette com-
munauté, un peu comme des enfants de sang ou
d'adoption appartiennent à une famille. Cette com-
munauté est en effet la maîtresse légitime par l'his-
toire du territoire sur lequel nous vivons. Elle concerne
notre vie sous tous ses aspects sans dépendre d'au-
cune communauté supérieure pour réaliser son bien
commun [...]

Le véritable nationaliste ou le véritable patriote sait
la nécessité des nations existantes, de la sienne comme
des autres. Le nationaliste, c'est-à-dire celui qui aime
sa nation en tant que nation, ne l'aime pas parce qu'il
la croit meilleure que d'autres nations qu'il méprise-
rait. Il l'aime au contraire parce qu'il la croit bonne
pour lui, comme un enfant aime sa famille parce qu'il
lui appartient sans avoir à en décider [...]

L'appartenance nationale nous est nécessaire. Par-
tant, lorsque l'on prive un individu de sa culture na-
tionale, on le prive d'une partie de lui-même qu'il de-
vra remplacer avec ce qui lui tombera sous la main.
Nombre de banlieusards français s'y emploient et y
échouent aujourd'hui. Ils mesurent plus ou moins
consciemment l'écart énorme qui sépare leurs pauvres

codes néo-claniques d'une authentique culture natio-
nale. Ils se résignent donc à forcer le trait. Ils vont par-
fois jusqu'à faire le coup de poing ou le coup de feu
pour imposer leur semblant d'identité. »

Apprenons aux jeunes des cités à connaître, à res-
pecter et à aimer la France. Intégrons-les dans notre com-
munauté nationale. C'est la meilleure façon de combattre
les clans et les tabous qui sont de mauvais substituts à la
nation.

(La Nation, place Grand Saint-Jean 1. Case postale
6724, 1002 Lausanne, Suisse).

La république des partis

- JÉRÔME JAFFRÉ analyse dans le MONDE (1/12/06)
les relations entre le président de la République et sa ma-
jorité parlementaire. De Gaulle disposait de son parti de
"godillots" à la tête duquel il plaçait un personnage effacé
pour s'assurer de son obéissance. Il n'en est plus de même
maintenant avec Jacques Chirac.

En se faisant élire président de l'U.M.P., « Nicolas
Sarkozy a réussi [...] à mettre la main sur le grand parti
de la droite voulu par Jacques Chirac comme garan-
tie d'un mandat sans histoires et promesse d'être libre
de se représenter ou de mettre sur orbite le succes-
seur de son choix.

La conquête du parti unique par M. Sarkozy a jeté
à bas ce bel édifice. M. de Villepin n'a jamais pu exer-
cer la fonction de chef de la majorité, traditionnelle-
ment dévolue au Premier ministre. et M. Chirac, s'il

semble brûler d'envie d'être candidat, se trouve sans
parti ni électeurs pour le soutenir, ce qui risque fort
de transformer son désir en regret. Il ne peut même
pas peser sur le choix de celui qui portera les cou-
leurs de la droite et qui s'est imposé contre lui. »

Une fois élu président de la République, Nicolas Sar-
kozy voudra garder le contrôle de l'U.M.P., à moins qu'il
ne porte à la présidence du parti un Raffarin jugé assez
pâle pour ne pas lui faire ombre... Le certain est que
Sarkozy a changé l'équilibre des institutions en faisant
de l'élection présidentielle une compétition entre les re-
présentants des différents partis. Cette revalorisation du
rôle des partis s'éloigne de la V^e République telle que De
Gaulle l'avait rêvée, mais la République a suivi sa pente
naturelle...

Le prince qu'on cache

- LE 7 DÉCEMBRE, Ségolène Royal s'est rendue à Porto
au congrès du Parti socialiste européen. François Hollande
s'y trouvait aussi. Cependant, « en public, note le cor-
respondant du FIGARO (8/12/06), le couple a mis un
soin méticuleux hier à ne pas se mettre en scène comme
tel, évitant autant que possible caméras et photo-
graphes. Arrivés ensemble à Roissy, ils s'étaient pré-
sentés séparément au comptoir d'enregistrement. »

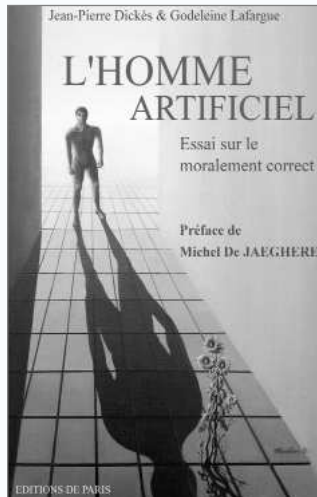
Pas facile d'être un (officieux) prince consort républi-
cain ! Si Ségolène est élue présidente, François se ca-
chera-t-il dans les tentures pour échapper aux photographes
lors des réceptions à l'Élysée ?

Jacques CÉPOY

“L’homme artificiel”

Notre type de société est devenu un mélange d'affairisme, d'idéologie scientiste et de star-system.

Il a développé par le moralement correct une véritable culture de mort.



Après avoir proclamé la mort de Dieu, il réduit l'homme à un simple matériel biologique sans âme qui se gère comme un produit et une marchandise. Déjà, par l'euthanasie, le suicide assisté, l'avortement, l'assassinat des nouveau-nés, le diagnostic pré-implantatoire, les manipulations embryonnaires, le rejet des handicapés et des vieillards, une sélection eugénique de l'espèce humaine se met progressivement en place. Elle vise à créer « l'homme parfait ».

Plus encore, toute la société entend se substituer au Créateur lui-même, reprenant à son compte la fameuse phrase du Serpent à Adam et Ève : « **Vous serez comme des dieux.** »

C'est bien un complot plusieurs fois millénaire que certains scientifiques, se prenant pour Dieu, veulent faire aboutir, notamment par le clonage d'êtres humains.

Depuis quarante ans, l'évolution incroyable de la morale que nous connaissons a un seul objectif : préparer l'avènement d'une humanité nouvelle par l'homme artificiel.

C'est en ces termes que se pose la question de l'avenir de l'humanité.

Les auteurs :

Jean-Pierre Dickès est docteur en médecine et président de l'Association catholique des Infirmières et Médecins. Il dirige la dernière revue médicale de France en matière de morale médicale, les Cahiers Saint Raphaël.

Godeleine Lafargue est docteur ès lettres, et professeur de philosophie et de psychologie à l'Institut Universitaire Saint Pie X.

Michel De Jaeghere dirige la collection des numéros hors-séries du Figaro.

* Éditions de Paris, 304 pages, 29 euros.

Le Téléthon et la langue de bois

— par le Dr **Jean-Pierre DICKÈS**

Président de l'Association catholique des infirmières, médecins et professionnels de la Santé

L'affaire commence il y a trois ans. Auparavant, cette œuvre caritative avait acquis un rythme de croisière, et progressait régulièrement, notamment par l'aide fournie aux myopathes eux-mêmes. Tout au plus — et ce n'était pas rien — pouvait-on reprocher au Téléthon ce qu'il faut dire du bout des lèvres car susceptible d'inquiéter la vache à lait contribuable et bénévole.

Dans tous les cas les trois axes du Téléthon arrivent à tuer des embryons, notamment par tamisage, et aussi des fœtus.

« En jouant le jeu des prophéties, pour attirer les donateurs, les chercheurs sont assez éloignés du cheminement scientifique classique » comme il est écrit dans le dernier *Science et Vie* de décembre 2006. Ce qui, traduit en français, signifie que l'orientation des recherches vers la génétique a fait un bide complet. On faisait prendre des vessies pour des lanternes, au nom de la recherche sur le gène et ce qui se nomme les sciences fondamentales a été exalté. Mais au niveau des traitements, rien ne progressait. Ceci a duré vingt ans. Entre temps mon fils myopathe était mort à l'instar de milliers d'entre eux. Il n'a pas été le seul.

Tuer la maladie ou le malade ?

La grande escroquerie commença il y a deux ans. La propulsion à la tête du conseil scientifique du Pr Peschanski bouleversera toutes les données. Ceci se résumant d'une simple manière : puisque nous n'arrivons pas à tuer la maladie, tuons donc le malade, c'est plus simple.

Certes il n'est pas encore question d'euthanasier les nouveaux-nés myopathes. Seront alors dégagés trois axes dont la progression est rendue possible

par les lois d'avortement Veil, puis par la loi Mattei de 2004 permettant les expérimentations sur les embryons abandonnés par leurs parents au décours d'une fécondation *in vitro*.

— Premier axe : affiner les armes pour diagnostiquer les myopathies *in utero* (DPN ou diagnostic prénatal). La principale étant la ponction de liquide amniotique. 100 % de morts des enfants à naître. Quand un tel diagnostic est posé, c'est l'avortement dit « médical ». Il peut y être procédé la veille même de l'accouchement. Injecter dans le cœur ou le cordon ombilical de l'enfant du potassium hyperconcentré. Une agonie plus ou moins longue et affreuse.

L'accouchement se met en route. Et si l'enfant a la prétention de respirer encore à la naissance il est achevé par du curare ou d'autres substances chimiques : l'horreur absolue. Or lors de la dernière émission du Téléthon, si cette technique a été évoquée, il n'a pas été précisé que de tels diagnostics aboutissaient à l'avortement dans 100 % des cas. Le mot n'a pas été prononcé pour ne pas effrayer le bon peuple et les myopathes. La langue de bois.

— Deuxième axe : la sélection eugénique par le diagnostic pré-implantatoire. Des embryons sont créés par la fécondation *in vitro*. Quand ils sont un peu développés, leur sont ponctionnées des cellules. Si le diagnostic génétique de myopathie est établi, ils vont à la poubelle, sans compter la « casse » liée à la technique de la fécondation *in vitro*. Le premier rescapé, le *survivor*, est alors présenté comme le premier bébéthon. Cela étant présenté comme un grand succès. Or cet enfant n'a jamais été guéri de

rien car il n'était pas malade. Escroquerie morale pure et simple.

— Troisième axe ; Peschanski qui dirige une partie des recherches financées par le Téléthon et travaille à l'Inserm pense qu'en développant des cellules souches embryonnaires il pourra renouveler le tissu musculaire. Ce professeur s'est fait intoxiquer par le fameux escroc coréen Hwang qui prétendait avoir cloné un être humain. Il devait même introniser l'aigrefin « homme de l'année » à Paris il y a deux ans. Peschanski a à son actif réussi à faire voter l'autorisation et le remboursement du diagnostic pré-implantatoire. Il récupère

aussi des morceaux de cerveau de fœtus vivants avortés, et cela « dans les

TÉLÉTHON

conditions éthiques » précise-t-il, pour guérir la maladie de Huntington. On voudrait savoir lesquelles.

Nous lui devons une phrase sublime qui montre à quel point un scientifique de haut niveau peut tromper. Dans le numéro de septembre 2004 de *Science et Avenir* il déclare par exemple, après avoir estimé que la technique de Hwang était connue : « **Que nous manque-t-il alors ? De pouvoir démontrer l'utilité du clonage ? Mais ça, je suis capable de le faire sur le champ.** » On voudrait bien savoir comment ?

Des évêques brisent l'omerta

Dans tous les cas les trois axes du Téléthon arrivent à tuer des embryons, notamment par tamisage, et aussi des fœtus. Et quand ceux-ci auront tous été tamisés ou tués, dans quelques années ne naîtra plus vivant au-

cun myopathe. Les médecins biologistes auront tué la maladie en tuant les malades : c'est ce qui s'est produit déjà avec la trisomie.

Or les pauvres myopathes servent de canard d'appel pour obtenir de l'argent qui, à terme, sert à tuer les enfants myopathes non nés. Dans vingt ans, ils seront tellement peu nombreux qu'ils n'intéresseront plus personne. Et ceux qui ont figuré sur le plateau de télévision seront tous morts.

Il faut ajouter à cela que toutes ces expériences dignes de Frankenstein sont tout à fait légales. Elles résultent entre autres du fameux arrêté Grandmangin. Cette femme avait perdu son enfant lors d'un accident causé par un chauffard et n'avait pas reçu d'indemnité pour lui. La Cour de cassation avait en effet décidé dans sa grande mansuétude et contre tout bon sens que l'enfant non-né n'était ni une personne, ni un objet de droit, donc une abstraction pure. Et la loi considère effectivement l'enfant à naître comme un matériau dont il est possible de disposer à sa guise. Chirac, signataire de la loi Veil, a été là pour nous le rappeler.

Cela dit, il est bon de voir que cette année le lièvre a été soulevé par M^{re} Rey de Toulon, qui le premier a osé briser l'omerta du politiquement et du biologiquement correct en disant qu'il ne pouvait en conscience soutenir une telle entreprise. Mais d'autres évêques dirent le contraire tout en émettant des réserves. Un autre, M^{re} Dubosc, était pour au nom de la non-ingérence dans l'État laïque. Bref la cacophonie totale. Au moins le mérite de la polémique est qu'enfin plusieurs évêques ont osé parler fermement, ce à quoi nous n'étions plus habitués depuis quarante ans.

La polémique va reprendre l'an prochain. En attendant il est indispensable d'écrire à l'Association de la lutte contre la myopathie pour protester du mauvais usage qui est fait de l'argent des donateurs. La présidente, M^{me} Laurence Tiennot-Hermant a été piquée au vif et déstabilisée complètement par ces oppositions inattendues : elle a interdit à la Fondation Lejeune de mentionner le mot de Téléthon sur Internet. ce qui est contraire à la loi et une atteinte à ce qui reste de liberté dans notre pays. Enfin, l'Église fait résistance à la débandade morale. Il est grand temps.

COMMUNIQUÉ DU Dr JEAN-PIERRE DICKÈS LE 30 NOVEMBRE 2006

À propos du Téléthon

J'écris à la fois en tant que médecin et père d'un enfant myopathe décédé maintenant il y a huit ans à l'âge de dix-huit ans et grand-père d'un petit myopathe : à l'époque il s'avérait que ma fille n'était probablement pas vectrice de la maladie. Lors de la découverte de la maladie de notre fils, il me fut déclaré que par génie génétique un traitement allait être trouvé dans les deux ans.

Vingt-cinq ans plus tard cet objectif n'a pas été réalisé. Il s'est fait rapidement une dérive dans le cadre du Généthon (alimenté

par le Téléthon), dont le but est de tamiser les embryons par le diagnostic pré-implantatoire (DPI), et d'affûter des armes pour le diagnostic préalable *in utero* (DPN) afin de pratiquer des avortements parfois même la veille de l'accouchement de l'enfant. Si bien qu'en pratique nos malheureux enfants servent de canard d'appel pour obtenir de l'argent servant à éliminer d'autres myopathes. Par ailleurs le Généthon s'efforce à trouver des moyens de traitement par les cellules souches embryonnaires qui à ce jour n'ont jamais guéri personne et ne donneront des résultats que

dans dix ou vingt ans, s'ils en donnent. Pendant ce temps nos enfants meurent. Or parallèlement « en aval » des succès thérapeutiques nombreux ont été obtenus. Le plus récent est du 15 novembre dernier (*Le Figaro* du 17 novembre). Une équipe de Milan a guéri des chiens myopathes avec des cellules souches dites adultes récupérées sur le chien même (allogreffes) ou sur d'autres chiens (hétérogreffes). Une fois de plus l'AFM se trompe de chemin et trompe l'opinion publique.